



JOURNAL  
BELGE  
MONDIAL!

# Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE



## LE MOT DE LA NOVLANGUE: LES « MIGRANTS »

Gérald Hanotiaux  
Page 23

## LA MONTÉE DE L'INSIGNIFIANCE

Cornelius Castoriadis  
Page 11

## LA DÉMESURE CONTRE LE BIEN COMMUN

Paul Lannoye  
Page 19



Illustration: Amina Bouejila

Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse — rue Th. Vander Elst, 89, 1170 Bruxelles



## SOMMAIRE

DEMI-TOUR  
À GAUCHE, GAUCHE !

Jean-Pierre L. Collignon / Page 3

## LE DÉCHET N'EXISTE PAS !

Bertrand Vanbelle / Pages 4-5

LA DETTE, OUTIL DE  
SOUMISSION DES PEUPLES

Robin Delobel / Page 6

LES MILLIONNAIRES  
SE PRÉPARENT AU PIRE

Pablo Servigne et Raphaël Steven / Page 7

BÉATRICE DELVAUX:  
OS D'OR POUR CHIEN DE GARDE

AP / Pages 8-9

## LA VRAIE INFORMATION

AP / Page 10

DOSSIER  
LA MONTÉE DE L'INSIGNIFIANCE  
INTERVIEW DE CORNELIUS  
CASTORIADIS, PAR DANIEL  
MERMET

Pages 11-15

LA CAUSE PERDUE  
DES CLIMATOSCEPTIQUES

Bernard Legros / Pages 16-17

NON-ASSISTANCE  
À PERSONNES AFFAMÉES

Gwenaël Breës / Page 18

LA DÉMESURE  
CONTRE LE BIEN COMMUN

Paul Lannoye / Page 19

INTERNET :  
ANGE OU DÉMON ?

Interview de PL / Pages 20-21

## BRÈVES

Page 22

DICO DE LA NOVLANGUE/  
RECENSIONS

Page 23

## BD/CHANIC/NOVLANGUE

Page 24

MADE IN  
« ALTERNATIF »

La plupart du temps, c'est vrai, «journal alternatif» est une des formules que nous utilisons pour définir *Kairos*. Ce n'est pas qu'on voulait ergoter, couper les cheveux en quatre, mais l'on a commencé à se questionner sur la pertinence du terme. Et au fond, le doute contenait bien plus que la seule question de l'utilisation ou non d'un mot.

«Alternatif»? Même si certaines définitions semblent épouser en partie notre point de vue, comme celle qui donne de l'adjectif la définition de quelque chose ou quelqu'un «qui propose de concevoir autrement le système de production et de consommation», le fait de pouvoir dans la réalité mettre un peu tout et n'importe quoi dans la sémantique du mot, est plus que gênant. Il y a maintenant les foires alternatives, l'alimentation alternative, les vacances alternatives, le travail alternatif, les banques alternatives, la politique alternative...

Non pas que nous cherchions une forme de labellisation qui indiquerait ce que serait la «véritable» alternative, reconnaissance qui contiendrait en elle-même la négation de ce qu'elle dit être – une alternative ne peut demander d'être reconnue par le système même qu'elle critique. Mais nous refusons juste d'être un jour assimilés à un terme qui ne manquera pas d'être récupéré par le système, celui-là même que nous voulons voir disparaître.

Nous préférons donc simplement définir *Kairos* comme un journal libre, indépendant et engagé; radical, dans le sens que nous accordons une importance fondamentale à engager la réflexion au niveau du cœur du problème et non sur ses manifestations superficielles, éléments de surface dont se gargarise la presse de masse et qui empêchent de penser le problème, et donc de le résoudre.

Mais surtout, et c'est peut-être ce qui nous différencie d'autres journaux se disant «alternatifs», ce dont nous sommes profondément persuadés c'est qu'on ne peut co-exister béatement à côté des médias dominants sans en dénoncer l'indigence, la médiocrité et l'importance qu'ils jouent dans la construction de la pensée. Dire que les connaissances de la majorité sur ce monde pourraient être tout autre si les médias étaient indépendants est donc pour nous une évidence; vous montrer d'où ils parlent pour vous convaincre de leur parti-pris demeure

**K**airos souhaite montrer qu'un journal peut être indépendant, et engagé, offrir au lecteur la capacité réelle de saisir et de penser les enjeux actuels, en faisant sortir le lecteur de ce rôle que les médias dominants lui ont donné avant tout autre: celui d'un client lecteur d'une presse dont l'information était un prétexte.

Un média est ce qui nous offre la possibilité de comprendre ce qui sort de notre rayon direct d'analyse, il est donc essentiel dans la formation de la pensée critique, et donc de la citoyenneté.

essentiel! Mais nous ne sommes pas «à côté», luttant comme s'il n'y avait rien qui nous en empêche... Nous sommes intégrés malgré nous, pris dans un système dont nous tentons, à notre petit niveau, d'enrayer le fonctionnement. Se dire «en dehors», s'extirper égoïstement en profitant des avantages du système, n'est-ce pas d'ailleurs pire qu'être dedans et de le reconnaître, comme l'évoque Slavoj Žižek: «Si le mal véritable qui rongait nos sociétés capitalistes n'était pas tant leurs dynamiques capitalistes que nos tentatives pour nous en extraire – tout en jouissant de leurs avantages – en nous créant des espaces communautaires repliés sur eux-mêmes, des fameuses "enclaves résidentielles" à l'américaine aux groupes exclusifs, qu'ils soient religieux ou ethniques (...) Les figures exemplaires de mal à notre époque ne sont pas les consommateurs lambda qui polluent la planète et vivent dans un monde violent aux liens sociaux déliquescents, mais ceux qui, tout en contribuant à la création de cet environnement universel exécrable, peuvent se payer le luxe d'y échapper en s'installant dans des enclaves résidentielles surprotégées, en mangeant bio ou en prenant leurs vacances dans des réserves naturelles». *Kairos* n'est donc pas dans une «enclave médiatique protégée», sorte d'AOC<sup>2</sup> de la presse qui surferait sur la vague de l'«alter», profiterait de subsides tout en titillant gentiment le système capitaliste mortifère, sans risque de le déranger.

Nous ne sommes pas pour la durabilité de *Kairos*, nous sommes contre la durabilité du système qui nous détruit, et cela implique notre provisoire existence. Pétris de contradictions, nous sommes plongés dans ce monde dont nous aimons de multiples manifestations: celle de la nature, du lien entre les êtres, de la beauté simple, mais nous exécrons le système qui veut réduire tout cela à la sphère marchande.

Nous continuerons donc à faire vivre un journal indépendant. Ce n'est pas toujours facile, mais ça tient, depuis maintenant quatre ans.

Alexandre Penasse

(1) Voir à ce sujet le dossier du *Kairos* de février-mars 2016 sur l'industrie médiatique belge.

(2) Appellation d'origine contrôlée.

Il faut oser dire et montrer que la diversité n'existe pas actuellement dans des médias qui sont peu ou prou les mêmes et propagent un modèle de pensée unique.

Il faut nommer les limites, celles qui dépassées relèguent une partie de l'humanité au ban du monde et amènent à considérer la terre comme un vaste réservoir inépuisable, réceptacle de nos déchets. La citoyenneté est à ce prix... elle ne s'achète pas.

**Kairos** – Journal antiproductiviste pour une société décente

Journal de réflexion et de changement, sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en avril, juin, septembre, novembre, février + un n° spécial à parution aléatoire / ISSN : 2294-0820

Imprimé en Belgique  
Nouvelles Imprimeries Havaux s.a.,  
Avenue du Marquis, 34-B  
6220 FLEURUS

Tirage : cet exemplaire a été tiré à 1 500 exemplaires

Route : Cambier / livré chez Tondeur par Dioxyde de Gambettes, Tondeur ou Kairos

Editeur responsable  
ASBL Kairos / Alexandre Penasse  
rue Th. Vander Elst, 89,  
1170 Bruxelles - Belgique  
info@kairospresse.be  
www.kairospresse.be

T. (00 32) 2/660 61 09  
M. (00 32) 485/057 744

Rédacteur en chef  
Alexandre Penasse

Graphisme  
Pierre Lecrenier

Gestion des abonnés  
Sandy De Wilde

Recteurs  
Janine, Marie-Paule, Nadia,  
Marie-Claire, Alain

Notre publication bénéficie de l'aide à la presse périodique de la Communauté Française Wallonie-Bruxelles



Chroniqueurs / Rédacteurs  
Jean-Pierre Léon Collignon,  
Paul Lannoye, Gwenaël Breës,  
Bernard Legros, Gérald Hanotiaux,  
Pablo Servigne, Raphaël Stevens

Ont contribué à ce numéro  
Bertrand Vanbelle, Robin Delobel

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs

Illustrations  
Amina Bouajila, Catherine Pellin,  
Aurore Vegas, Laure Gatelier,  
Hélène Bléhaut, Louise Hendrickx,

Emmanuel Espinasse, Sarah Cheveau,  
Lison De Ridder, Louise Dupuis,  
Nadia Berz, Suzy Vergez, Sophie Legrelle,  
Marion Barraud, Eponine Cottet,  
Monsieur lou

# DEMI-TOUR À GAUCHE, GAUCHE ! (PREMIER SERGENT MAJOR LEDRU)

Il y en a un qui aura vraiment fini à énerver tout le monde et les autres avec, c'est le très ineffable et impayable François Hollande, ci-devant et – sauf accident cardio-vasculaire ou de scooter – pour une année encore, président de la République française. Ses dernières interventions publiques, à la télévision, à la radio ou devant un quelconque pupitre et telle ou telle assemblée, montrent à quel degré d'idiotie et d'aveuglement peut mener la pratique du pouvoir. Aux dernières estimations sondagières, le personnage est crédité du soutien de quelque 14 % de l'électorat potentiel; son premier ministre, l'ombrageux Valls, de son côté, n'est pas en reste quant à la quantité de celles et de ceux qui apprécient son action. Cela ne semble en rien inquiéter ni surprendre le locataire de l'Élysée et son voisin de Matignon qui, contre gros vent et fortes marées (sociales) font et continuent de n'en faire qu'à leurs têtes en tous domaines.

nalement adoptée avec l'aide désintéressée du fameux article 49,3 et dans l'enthousiasme général, en contradiction flagrante avec l'état de l'opinion et les manifestations qui se sont multipliées partout dans un climat de plus en plus détestable voire, même, inquiétant. Car si, de leur point de vue, les policiers de France et de Navarre avaient de bonnes raisons de protester le 18 mai dernier contre la méfiance et la haine qu'ils inspirent aux irréductibles-vilains-casseurs (parmi lesquels d'aucuns voient d'astucieux provocateurs aux ordres), il n'en reste pas moins que les nombreuses images de matraquages et coups divers en pleine gueule de gens de tous âges et des deux sexes, largement diffusées par les réseaux sociaux, témoignent d'une agressivité et d'une violence souvent disproportionnées de la part des fonctionnaires du « maintien de l'ordre ». En passant, on est en droit de se demander ce qu'a pu penser le camarade Hollande – et son socialo-

tive de son hypothétique reconduction à la tête du pays, histoire de terminer le travail. Et, assurément, ce ne sera pas une partie de plaisir au vu des derniers développements d'un conflit qui oppose une part croissante de salariés, tous secteurs confondus, à un exécutif qui n'entend rien lâcher des décisions qui ont été prises avec la brutalité et le mépris que l'on sait. Quant à l'issue probable de ce bras de fer, elle n'est rien moins qu'incertaine et, à l'heure où vous aurez cette chronique sous les yeux, les dés en auront été jetés et le hasard n'y sera pas entré en ligne de compte, mais seulement la détermination et l'obstination de l'un des deux adversaires en présence.

Si cette chronique vous semble par trop se pencher sur la situation de notre grande cousine plutôt que sur les affaires du petit bout de territoire que nous partageons, n'y voyez aucun désintérêt pour ce qui, à bon droit, peut vous paraître ici négligé. C'est, simplement, que ce qui se vit et fait débat des deux côtés de la mince frontière qui nous sépare offre des similitudes qu'il s'agit de prendre en compte. De part et d'autre, on assiste à une montée sensible et de plus en plus combative des forces de la remise en cause des politiques de régression et d'attaques frontales des acquis sociaux, mises en œuvre par les deux exécutifs. Que les motifs et les raisons de cette radicalisation soient, encore et toujours, caricaturés et dévoyés par les commentateurs et éditorialistes aux ordres montre que la crise qui secoue les deux pays ne tient désormais plus à des questions strictement sectorielles, mais que, de plus en plus, la conscience de ce que c'est tout un système qu'il s'agit de mettre à bas, s'affirme. Quelques consciences éclairées, un peu partout de par le monde, indiquent des voies nouvelles à emprunter; à commencer par la pensée du et sur le monde qu'il s'agit, bel et bien, de retourner radicalement. Ensuite, très concrètement, il est impératif de mettre au goût du jour d'autres manières de produire ce dont nous avons *réellement* besoin et, dans le même temps, de promouvoir un nouvel art de vivre détaché des contingences et des diktats d'une pseudoscience économique dont on sait qu'elle est exclusivement au service des classes dominantes. Des nœuds sont à défaire, ils sont légion; la tâche est immense, cela, on le sait aussi. Et ce n'est que collectivement, universellement qu'il faut, au plus vite, s'atteler à cet historique ouvrage. Nous sommes devant une page blanche sur laquelle tout, absolument tout est à réécrire et les luttes présentes, pour autant qu'on leur donne un sens résolument neuf, loin des clichés dominants, seront peut-être à mettre à l'actif du bouleversement radical à venir.

Jean-Pierre L. Collignon



Illustration : Catherine Pellin

Passons sur les détails des reniements et des gaffes qui se sont accumulés depuis l'entrée en fonction de Flamby, la liste en est trop longue et indigeste. Ce que « fff » l'on retiendra c'est le toupet du personnage qui s'en va répéter partout avec un entêtement pathétique que « la France va mieux », que « la reprise est là », que « le chômage finira bien par baisser » puisqu'il se tue à le dire et que la loi censée modifier le Code du travail « est une excellente chose »; la preuve: il aura fallu qu'elle soit fi-

ministre de l'intérieur – du soutien appuyé d'élus frontistes aux policiers en colère place de la République, les uns et les autres s'amusant à se faire auto-tirer le portrait dans une franche, rigolote et belle camaraderie. Ce qui ressort de tout cela c'est, bien évidemment, que la politique menée depuis maintenant quatre ans ne s'apparente que fort peu à la politique « de gauche » que beaucoup attendaient du candidat *moi Président* qui continue de jouer sa petite partition politicarde dans la seule perspec-

# LE DÉCHET N'EXISTE PAS!

## RAPPROCHER L'HOMME DES PROCESSUS NATURELS POUR UNE GESTION RATIONNELLE DES RESSOURCES

Du déchet à la ressource, de la fourche à la fourchette, de la tête au ventre, du Nord au Sud... l'idée de cycle et d'interdépendance est prégnante ces dernières années. La pensée systémique ou globale s'impose petit à petit (penser global pour agir local), la tendance vers une économie circulaire semble inéluctable à tel point que l'on tente de reconnecter chaque fin de cycle à un nouveau début. Hé ! J'ai un déchet, qui le veut ?

Lorsqu'il est question de matière organique (MO), comment renouer les liens de la vie à la mort et de la mort à la vie ? A l'heure où l'on ressent le besoin de connexion à la Terre, se salir les mains d'argile devient un nouveau paradigme en milieu urbain. L'intégration de l'Homme dans son monde vivant, à son essence véritable, questionne chaque « homo sapiens biologicus » grâce à sa faculté d'analyse et de réflexion. Alors, allons-y, revenons-en à l'origine de la matière et du vivant.

La classification du « vivant » comporte 3 règnes : les eucaryotes (végétaux, animaux, champignons), les bactéries et les archées (type de bactéries extrémophiles). La biologie montre que les espèces vivantes œuvrent pour faire prospérer leur propre espèce dans le temps. Ce temps est relatif, l'évolution indiquant que les espèces s'ajustent et changent en fonction des conditions de leur environnement. L'Homme et la Terre, unis dans le monde, évoluent. L'Homme se nourrit de la nature, la nature recycle l'Homme, et inversement. La recherche scientifique nous aide à comprendre les relations intimes et dépendantes entre les organismes vivants et a pu démontrer le pacte qui unit les fleurs aux insectes, les bactéries à notre système digestif ou encore les archées qui ont un rôle dans le cycle de l'azote (processus de nitrification) et du carbone, nourrissant les végétaux et contribuant à la production de l'effet de serre (méthanisation).

Toutes ces relations et équilibres sont fragiles mais à la fois très solides. Longtemps, l'Homme refusa pourtant de reconnaître que son rapport de domination et d'exploitation avec la nature puisse avoir un impact sur ces équilibres. A l'apogée du tourisme de masse par exemple (accroissement de vols aériens), on n'imaginait pas que l'activité humaine pouvait entraîner des conséquences sur l'environnement. Aujourd'hui, on comprend qu'affaiblir un maillon du système fragilise l'ensemble et peut entraîner des conséquences inattendues. Certaines comparaisons parlent d'elles-mêmes : si l'on souhaitait par exemple conserver le niveau de confort énergétique actuel en remplaçant les énergies fossiles par du bois de chauffage, la terre n'aurait pas

suffisamment de surface cultivable pour produire la biomasse nécessaire ; imaginons même qu'elle dispose de cette surface, boiser l'entièreté de la planète entraînerait une réflexion plus forte (assombrissement de la surface terrestre) qui augmenterait l'effet de serre lié aux rayons du soleil. Tout cela génère de nombreuses interrogations : faut-il fabriquer des pellets de chauffage O.G.M., doit-on réduire la population, doit-on avoir froid en hiver ? Beaucoup de questions s'ouvrent à nous et doivent être analysées dans le cycle de la MO pour mieux saisir les « réelles » solutions qui permettront à l'Homme de s'intégrer dans son environnement sans entraîner d'impacts trop conséquents qui perturberaient l'ensemble de l'écosystème planétaire, et de fait l'ensemble de l'espèce humaine.

### GESTIONNAIRE PLUTÔT QU'EXPLOITANT

L'Homme moderne, vivant en société est organisé socialement. Chacun participe à l'effort collectif qui, lui-même, alimente le progrès, progrès qui s'est nourri de la découverte d'une énergie fossile abondante, minimisant notre rapport à l'énergie biologique et, de fait, à l'effort humain. Cette découverte nous déconnecta de la réalité physique de notre corps. Dans le même temps, le prix de l'énergie fossile étant moins cher que le prix d'un travailleur (rapport coût/énergie), le travail des machines devient plus rentable. Dans la société dite moderne, l'Homme a donc été essentiellement réduit au rôle de chercheur et de gestionnaire d'énergie, substance du travail des machines. Cette course effrénée à l'énergie est jubilatoire, elle permet le confort en facilitant la vie quotidienne, libérant du temps pour s'adonner aux loisirs et aux plaisirs tels une récompense de l'effort fourni. On nous a donc convaincus que le robot mixeur qui bat nos blancs d'œufs en neige nous rend heureux, surtout quand le temps est compté ! Notre société néolibérale et capitaliste orchestre cette musique qui permet à chacun de travailler, consommer et exprimer son individualité. Certes, l'individu doit s'épanouir mais est-ce notre rôle, notre finalité en soi ? Et peut-on parler d'épanouissement dès lors que la course au bonheur par les plaisirs individuels a triomphé ? Intégrer le sens commun dans nos comportements de société pourra redorer l'« être » là où l'« avoir » domine.

### LE DÉCHET ET LA NATURE

La société productiviste utilise des ressources et matières premières afin de produire des biens de consommation. Ces biens ainsi produits créent des déchets. La forêt, au contraire, ne crée pas de déchets, elle consomme, transforme, et partage le surplus ! Chaque production a un rôle et est utile à quelqu'un d'autre, formant des interactions qui se sont complexifiées avec le temps pour édifier un

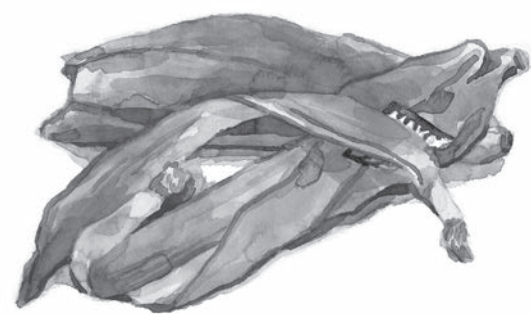


Illustration: Aurore Vegas

système riche de diversité et résilient dans son ensemble. Ne serait-ce pas là une plus grande certitude de durabilité de la vie humaine que de nous rapprocher des fonctionnements naturels comme ceux de la forêt ?

Quand on parle de **gestion rationnelle**, cela évoque la sagesse, la sobriété dans l'abondance, le respect des cycles naturels, l'intégration dans son écosystème... de fait, une série de concepts philosophiques et éthiques. La nature ne fait pas de choix par intérêt, ils s'opèrent par une série de réactions chimiques et biologiques dont le résultat entraîne de nouvelles réactions. En résumé, la nature trouve son propre fonctionnement et le maintient de manière équilibrée. La richesse du monde actuel dans sa diversité est le simple résultat d'une série de réactions et de relations complexes qui se sont équilibrées.

Dans cet ensemble terrestre, le sol est à la base de toutes les formes de vie. Sans sol, pas de plantes terrestres, sans plantes terrestres, pas de photosynthèse, ni d'atmosphère, ni d'oxygène et donc pas d'animaux. Bien trop souvent, on sous-estime l'importance vitale du sol pour tous les êtres vivants, y compris l'Homme. Les forêts existent depuis le dévonien (-420 millions d'années). Cependant, les premières plantes apparaissent durant l'ordovicien (-490 millions d'années), il a donc fallu 70 millions d'années d'évolution pour que les plantes s'organisent en forêts. Ces forêts sont le produit de réactions en chaîne de l'évolution du vivant, elles nous ont offert des sols fertiles que l'on a domestiqués pour assurer la nourriture nécessaire à la continuité de la vie humaine.

Mais quel est en fait le fonctionnement complexe des sols forestiers ? Les plantes se nourrissent du soleil et génèrent de la MO (photosynthèse), les animaux mangent les MO et l'utilisent pour vivre. Les animaux sont donc dépendants des végétaux, qui sont à leur tour dépendants du soleil, qui nous envoie son énergie dans l'atmosphère terrestre. Les végétaux ont par ailleurs besoin du sol pour grandir. Nous comprenons ainsi que l'atmosphère et la roche mère (sol profond et minéral) sont connectées grâce au vivant (organique). Le sol est précieux, la partie supérieure (30cm) digère tout ce qui tombe



dessus, le minéralise (minéraux transformés sous forme chimique assimilable par les plantes) et ensuite le récupère (absorption des minéraux par les plantes). Ce rôle de recycleur est assuré grâce au sol qui abrite une vie foisonnante tels que bactéries, champignons, insectes, collemboles<sup>2</sup>, myriapodes<sup>3</sup>, gastéropodes<sup>4</sup>... sans oublier la famille des vers de terre qui joue un rôle primordial dans l'association du monde minéral et organique (fabrication du complexe argilo-humique). Les champignons transforment la lignine et le carbone en humus (plus petite molécule de MO) qui possède des propriétés vitales (structure, rétention des minéraux et de l'eau,...) pour maintenir un sol vivant. L'humus est le squelette du sol et maintient le carbone sous forme organique. Tous les organismes décomposeurs de la MO travaillent à manger et digérer les assemblages architecturaux du vivant (structures moléculaires) et les transforment petit à petit en briques élémentaires (cfr le tableau périodique des éléments). Ces éléments de base pourront ensuite être assimilés à nouveau par les végétaux, et ainsi de suite... La forêt se nourrit donc elle-même par l'intermédiaire des organismes décomposeurs et vivants dans ou sur le sol!

Les plantes consomment du CO<sup>2</sup>, elles utilisent l'énergie du soleil pour absorber le C (carbone) et rejettent de l'O<sup>2</sup> (oxygène). Les animaux consomment l'O<sup>2</sup> pour respirer, utilisent l'énergie des végétaux (C) et absorbent leurs sels minéraux et vitamines et finalement rejettent le CO<sup>2</sup> (respiration) et les sels minéraux non assimilables ou non utilisables (excréments). Dans une telle relation complémentaire entre végétaux et animaux, les déchets des uns sont les ressources des autres. Le déchet n'existe pas, tout est consommé et recyclé!

## ET MAINTENANT, ON GÈRE ?

Si on coupe une forêt, elle repoussera, mais si on détruit le sol, la forêt ne repoussera pas! C'est une manière de réfléchir en fixant des priorités. L'agriculture actuelle utilise des engrais de synthèse (déjà minéralisés) pour nourrir les plantes et les protège avec des fongicides, herbicides et insecticides pour défendre le fruit de cette même plante. Il y a clairement une lutte dans la technique humaine agricole face à la nature afin d'exploiter la nature pour nourrir l'Homme. Ces techniques agressent les sols et la vie qui y est abritée, les rendant petit à petit inertes et donc sans faculté de recyclage... Le sol ne peut plus se nourrir de lui-même... Mais encore, la technologie nous montre qu'elle peut carrément se passer du sol pour cultiver (hydroculture, aquaponie, aéroponie) mais que cela coûte cher en énergie fossile par rapport aux calories de nourriture produites (le bilan est négatif). Même en utilisant des énergies dites «vertes», ces techniques ne sont pas en harmonie avec l'écosystème naturel mais recréent seulement un mini-environnement artificiel productif. Certes! Mais souhaiterions-nous vivre sans nature, même si la technologie nous le permettait? Si l'on se rendait compte que l'Homme était progressivement en train de tuer le soleil et que l'on trouvait un moyen de vivre sans soleil, est-ce qu'on le détruirait au plus vite? Serions-nous heureux sur une planète sans soleil? Restons sérieux et posons la question des limites.

L'Homme, lorsqu'il s'éloigne de ce qu'il est, aspire à un retour aux sources, à revenir au mode de fonctionnement de la nature et à ses processus. Dans ce rapprochement, le compostage est simplement la technique de domestification du processus de décomposition de la forêt. Il s'agit de favoriser la décomposition des MO dans un processus aérobie (en présence d'oxygène comme dans le sol vivant) pour reproduire rapidement, sous conditions contrôlées, ce que le sol et la forêt font à leur rythme depuis des millions d'années.

Sachant que les ressources sont limitées et que les plantes ont une certaine durée de croissance, en tant que gestionnaire, l'Homme peut équilibrer le temps de recyclage et le temps de croissance

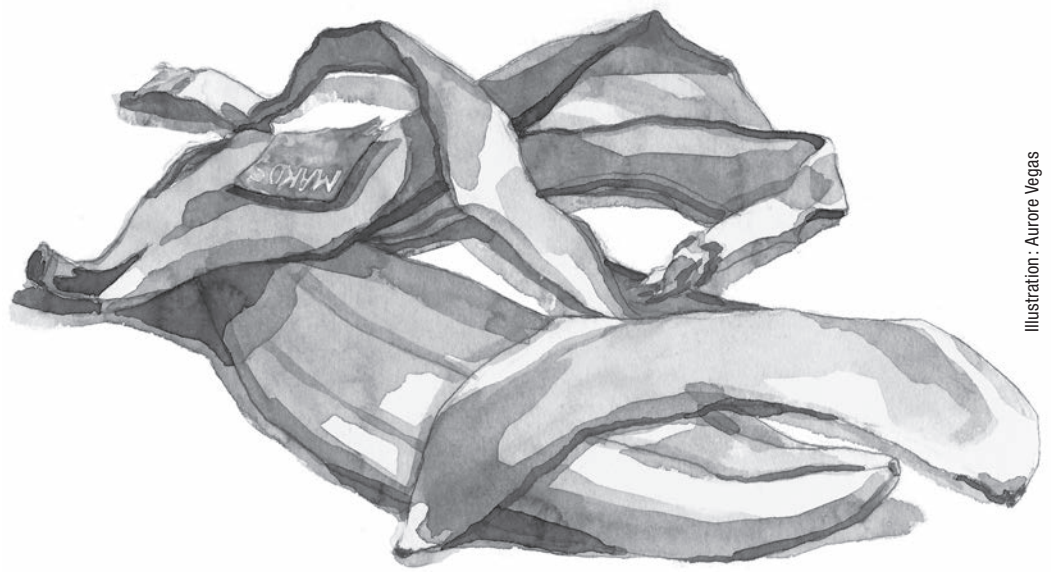


Illustration: Aurore Vegas

des végétaux afin de préserver la masse végétale nécessaire à la survie. Étant donné que les énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz) sont extraites et brûlées, donc rejetées en carbone atmosphérique, il est primordial de sauvegarder le carbone sous forme organique pour compenser les déséquilibres actuels entre atmosphère et terre, tout en sortant de la dépendance aux énergies fossiles (réduction de la consommation).

## LE RECYCLAGE, PROCESSUS NATUREL DE RE-CRÉATION

Partant de là, il semble astucieux de faire travailler les organismes vivants pour décomposer les MO (aussi naturel qu'utiliser le soleil pour faire pousser les plantes). Il existe des techniques simples de compostage domestique qui nécessitent uniquement l'énergie biologique humaine et l'aide de nos organismes décomposeurs. Ces techniques limitent la consommation d'énergies fossiles et donc ses rejets en gaz carbonique. Et en plus, elles mettent l'Homme au travail!

Actuellement, à Bruxelles, les MO sont prises en charge par la collectivité (déchets organiques ménagers, résidus de toilette, déchets de jardins et parcs, d'industries,...). Des filières existent et proposent des solutions de type incinération avec récupération d'énergie, (bio)méthanisation (décomposition sans oxygène, comme dans un estomac)... Ces solutions sont énergivores (transport, industries, coûts cachés,...) et brisent les cycles naturels (MO, carbone, azote, phosphore...). La collecte à Bruxelles (sur base volontaire) de déchets organiques qui sont envoyés à l'usine de (bio)méthanisation d'Ypres (à environ 130km) illustre cette gabegie. Cette technique transforme le carbone organique en gaz méthane qui sera brûlé pour produire de l'énergie. La combustion du méthane produit du CO<sub>2</sub> qui est rejeté par l'usine. Le résidu de la méthanisation est une boue riche en éléments minéralisés (ce dont les plantes ont besoin) mais pauvre en humus (ce dont les sols ont besoin). Ces usines ont un coût d'investissement important et ne sont rentables que grâce aux certificats verts octroyés. Bref, une industrie qui consomme de l'énergie (coût) pour produire de l'énergie (qui rapporte un bénéfice sous forme de subventions).

Une technique de compostage domestique ne demande au contraire que très peu d'investissements (et c'est peut-être ça le «problème»!), la vie travaille gratuitement et le résultat est un amendement fertile pour les sols et les cultures. Il n'y a donc pas de valeur économique créée mais une matière qui reprend vie pour produire de la nourriture, s'inscrivant dans un lien avec l'agriculture ou la forêt pour que le déchet devienne ressource. Ainsi le déchet n'existera plus! Cela ne coûte rien et cela ne rapporte rien pécutiairement parlant, mais, à l'image d'une monnaie complémentaire, n'est-ce pas le mouvement, les échanges qui sont importants et qui créent l'économie réelle?

## VISION PHOSPHORE, GESTION DÉCENTRALISÉE DE LA MO

Cela nous incite à imaginer une gestion très localisée du traitement des MO. Le contexte urbain, dense et concentré, ne facilite pas la faisabilité d'une gestion locale, sans parler du cadre légal. De plus, les déchets en ville sont facilement mélangés et mal triés. En limitant les types de déchets, nous faciliterons les solutions de traitement de ceux-ci. Un exemple flagrant – mais pas le pire – est le parcours de la peau de banane sur laquelle est accolée une petite étiquette publicitaire, banane qui après avoir été mangée file au compost et, 6-12 mois plus tard, cette étiquette se retrouve sur le sol, sous forme de pollution (on parviendra encore à y lire la marque). Pourquoi devoir y mettre un logo publicitaire? Pourquoi aussi emballer, sur-emballer?

Plusieurs acteurs multidisciplinaires et à différentes échelles travaillent actuellement à la co-création d'un système décentralisé de gestion des MO à Bruxelles qui intégrerait le compostage décentralisé et/ou des solutions semi-industrielles<sup>5</sup>. L'objectif étant que le futur système ait du sens pour tous, dans une optique de résilience territoriale. C'est un défi énorme pour la société. Il devra nous faire évoluer vers un système où les différents acteurs (société civile, politiques et industriels) devront collaborer afin de s'organiser localement, et ce dans un sens commun planétaire d'intégration de l'Homme dans son écosystème.

La suite au prochain épisode!

**Bertrand Vanbelle**

**Cet article initie un cycle d'articles qui vous fera tourner la tête pour mieux retomber sur vos pattes et acquérir une vision sans tabou des matières organiques. Il vous permettra de vous intégrer dans nos écosystèmes et d'agir en gestionnaire du vivant parmi les micro-organismes, les bactéries, champignons, végétaux, insectes et bestioles en tous genres.**

**Prochains articles:**

- De la toilette sèche à l'usine qui recycle (et vice versa)!
- Théorie et pratique du compostage domestique.
- L'«humusation», ou la transformation de l'Homme en humus.

(1) Se dit d'un micro-organisme capable de survivre dans des conditions extrêmes (basses ou élevées) de température, de pression, de rayonnement, etc.

(2) Ordre de petits insectes primitifs, sans ailes ni métamorphoses, qui abondent dans le sol végétal et l'écorce des arbres.

(3) Arthropode terrestre au corps annelé muni de nombreuses pattes.

(4) Classe de mollusques qui rampent au moyen de leur pied ventral et possèdent une masse viscérale généralement enfermée dans une coquille univalve. L'escargot et la limace sont des gastéropodes.

(5) <http://www.urban-ecology.be/operation-phosphore/>

# LA DETTE, OUTIL DE SOUMISSION DES PEUPLES

2010, la crise de la dette bat son plein et fait la une de tous les médias. Six ans plus tard, des taux d'intérêt exceptionnellement bas mettent temporairement de côté les discussions sur les dettes publiques « trop élevées » et les problèmes de remboursement. Le refrain de « l'excès de dette publique » rythme pourtant habituellement notre vie quotidienne, les décisions à son égard scellant le sort de la grande majorité de la population, que ça soit en Grèce, en Belgique ou en Argentine. Petit retour dans le temps pour mieux saisir les enjeux de cette affaire.

Ces dernières années, le chantage du « système dette » est devenu d'autant plus visible que les sauvetages bancaires ont transformé une crise bancaire en une crise de la dette. Ce chantage et la domination des créanciers sont cependant loin d'être des faits nouveaux. Sans remonter 5000 ans en arrière comme le fait David Graeber<sup>1</sup>, on peut évoquer non pas la Grèce antique, mais celle, la Grèce nouvellement indépendante du début du XIXe siècle. Il y a un peu moins de 200 ans, des puissances européennes, qui formaient déjà une Troïka (Royaume-Uni, France, Russie), se sont coalisées afin d'obliger ce pays berceau de la démocratie à contracter de nouvelles dettes pour rembourser les anciennes. Alors que la suspension de la dette grecque en 1826 est généralement expliquée par le coût élevé de la guerre d'indépendance contre l'Empire ottoman, les facteurs internationaux, indépendants de la volonté des autorités grecques, y ont joué un rôle très important. Là aussi, il faut chercher les causes dans la crise financière survenue un an plus tôt, avec « en décembre 1825, la première grande crise mondiale du capitalisme faisant suite à l'éclatement de la bulle spéculative ».<sup>2</sup>

Même époque, mais à l'autre bout du monde, en Haïti, où le soulèvement d'un peuple déplaît à certains qui instrumentalisent la dette, utilisée comme instrument de contrainte. Après trois siècles d'esclavage, le soulèvement d'Haïti met en déroute l'armée française, la déclaration d'indépendance abolissant l'esclavage en 1804. Les Français exigèrent dès 1825 le paiement d'une somme équivalente à 21 milliards de dollars actuels pour reconnaître l'indépendance du pays et renoncer à une nouvelle invasion.

Héritée pour bon nombre de pays du Sud de l'époque coloniale, la dette a permis de les maintenir sous la tutelle des puissances du Nord. Après la Seconde Guerre mondiale, les pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique avaient besoin de capitaux pour financer leur développement.

Les prêts, opérés par trois grands acteurs (banques privées, pays du Nord et Banque mondiale), sont loin d'être désintéressés et sont largement utilisés pour soutenir les alliés stratégiques des États-Unis et, inversement, mettre des obstacles à des politiques cherchant à obtenir une indépendance économique (Nasser en Égypte avec la nationalisation du canal de Suez, N'Krumah au Ghana, Manley en Jamaïque, Sukarno en Indonésie, etc.). En 1979, Paul Volcker, le directeur de la Réserve Fédérale américaine, décide une forte augmentation des taux d'intérêt américains. La baisse des cours des matières premières et cette hausse des taux d'intérêt décidée par les États-Unis entraînent alors une crise de la dette pour de nombreux

pays. En effet, les taux d'intérêt des emprunts accordés aux États du Sud étaient des taux faibles, mais variables et liés aux taux américains. En août 1982, la crise de la dette éclate, le Mexique est le premier pays d'une longue série à se déclarer en cessation de paiement. Le FMI intervient et impose son cortège de remèdes qui ne feront qu'assommer le malade, les Plans d'ajustement structurel (PAS): réductions des dépenses publiques, productions agricoles tournées vers l'exportation, ouverture totale des marchés par la suppression des barrières douanières, hausses de la TVA, privatisation des entreprises publiques (liste non exhaustive)...

Les politiques d'austérité imposées en Europe depuis la crise bancaire puis financière, transformée ensuite en crise de la dette, sont de même type que ces politiques d'ajustement structurel appliquées depuis 30 ans dans les pays du Sud, avec pour résultat pauvreté généralisée et accroissement des inégalités. Pour revenir à la situation grecque qui illustre parfaitement la situation globale, les conclusions de la commission pour la vérité sur la dette publique grecque, présidée par la présidente du parlement Zoé Konstantopoulou et coordonnée par Eric Toussaint, sont sans appel: la grande majorité de la dette grecque est illégale, odieuse, illégitime et insoutenable<sup>3</sup>. Ceci n'a pas empêché Alexis Tsipras de signer un troisième mémorandum en septembre 2015 (tout aussi illégal que les deux précédents).

Ce même chantage, déjà présent au XIXe siècle, est visible ces dernières semaines et certains, tel Alexis Tsipras, n'hésitent pas à parler de restructuration<sup>4</sup> sur un air de victoire, en omettant toute la série de mesures antisociales qui continuent à être imposées à la population grecque (baisse des pensions, réduction des effectifs de l'administration, augmentation de la taxation des ménages et des entreprises...) continuant la crise humanitaire en cours provoquée largement par les « solutions » apportées par la Troïka depuis 2009.

La « crise » de la dette représente un appareil de capture et de redistribution de la richesse sociale<sup>5</sup>,



Illustration: Laure Gatelier

une stratégie. Elle fait figure de dispositif de gouvernement, qui n'a rien de neutre ou de « technique », mais se révèle éminemment politique et l'expression de rapports de pouvoir.

Robin Delobel

- (1) David Graeber, *Dettes, 5000 ans d'histoire*, Les Liens qui libèrent.
- (2) Pour lire l'étude complète *La Grèce indépendante est née avec une dette odieuse*, Eric Toussaint voir : <http://cadtm.org/La-Grèce-indépendante-est-née-avec>
- (3) Pour en savoir plus : <http://cadtm.org/Rapport-preliminaire-de-la>.
- (4) Nous questionnerons dans un prochain article ce terme, loin d'être la panacée.
- (5) Comme Maurizio Lazzarato dans son livre *Gouverner par la dette*.

# LES MILLIONNAIRES SE PRÉPARENT AU PIRE

Ce n'est plus un secret : les ultra-riches cherchent à se protéger de l'effondrement qui vient. Premiers à être informés lorsque la finance vacille, ils sont aussi les premiers à s'enfuir lorsque tout va mal.

Deux mondes. Le premier est composé d'une minorité arrogante qui accapare les richesses, mène un train de vie non durable et pourrit le monde des autres<sup>1</sup> ; le second est cette majorité humiliée — et très hétérogène — qui voit les inégalités se creuser et la qualité de son environnement se détériorer dangereusement.

Face à ce constat, cette majorité semble toutefois donner quelques signes d'éveil. Les printemps arabes, Occupy Wall Street, los Indignados ou Nuit Debout sont les mouvements contestataires les plus marquants de ces dernières années. Et les plus médiatiques, car loin des projecteurs, la population gronde... Selon le rapport «World Protests» publié par «l'initiative pour un dialogue politique» de l'université de Columbia<sup>2</sup>, nous vivons la période la plus agitée de l'histoire moderne. Avec plus de 843 émeutes entre 2006 et 2013, notre époque est plus «enflammée» que les printemps de 1848 ou de 1968!

Tout cela n'est pas sans inquiéter les ultra-riches. On sait depuis longtemps qu'ils sont de plus en plus nombreux à se barricader dans des «gated communities», ces enclaves résidentielles luxueuses et hautement sécurisées qui les protègent des «indésirables»<sup>3</sup>. Mais ce que l'on sait moins, c'est qu'un bon nombre d'entre eux quittent carrément les grandes villes pour s'appropriier les bonnes terres

dans des endroits reculés, ou réservent leur place dans des bunkers high-tech. Juste «au cas où»...

L'année dernière, par exemple, 3 000 millionnaires ont quitté Chicago, 7 000 se sont enfuis de Paris et 5 000 ont préféré ne plus vivre à Rome. S'il est vrai que certains d'entre eux cherchent d'abord à éluder l'impôt, d'autres sont réellement anxieux des tensions entre communautés, des attentats terroristes ou de la colère d'une population toujours plus précaire<sup>4</sup>.

En 2015, au Forum économique de Davos, Robert Johnson, ex-directeur du Fond Soros (le célèbre milliardaire), a avoué publiquement que de nombreux gestionnaires de fonds spéculatifs achetaient des fermes dans des pays reculés comme la Nouvelle-Zélande à la recherche d'un «plan B»<sup>5</sup>. À tout moment, leurs jets privés seraient prêts à décoller et à les y emmener! Il faut les comprendre, un malheur est si vite arrivé...

Une autre lubie également très «tendance» chez les nantis est la construction, à l'abri des regards indiscrets et sur tous les continents, de gigantesques bunkers souterrains très luxueux, comparables à des yachts, mais en plus grands<sup>6</sup>. Ces abris peuvent, paraît-il, résister aux pires catastrophes et disposerait de ressources suffisantes pour héberger et nourrir des familles entières pendant de nombreuses années.

Nous le savons désormais: une certaine partie de l'élite économique a une très bonne idée de ce qui est en train d'arriver et prend les mesures qui lui semblent adéquates. Mais est-ce la bonne attitude? N'est-ce pas précisément la construction des murs qui exacerbe les tensions et favorise les inégalités? Peut-être, mais alors comment faire pour sortir de ce cercle vicieux et nourrir un imaginaire basé non plus sur la peur mais sur la confiance et le partage? Allez, au point où nous en sommes, nous n'avons plus grand-chose à perdre, tentons le coup du «vivre-ensemble-la-catastrophe», non? Une autre fin du monde est possible!

Pablo Servigne & Raphaël Stevens

- (1) Lire à ce sujet le best-seller d'Hervé Kempf, *Comment les riches détruisent la planète*, Seuil, 2007.
- (2) Isabel Ortiz et al., «World Protests 2006-2013», *Initiative for Policy Dialogue*, Columbia University, New York, 2013.
- (3) Pour une analyse approfondie du phénomène de «Gated Communities» en relation avec l'effondrement, lire l'excellent livre de notre ami collapsologue Renaud Duterme, *De quoi l'effondrement est-il le nom, la fragmentation du monde*, Editions Utopia, 2016.
- (4) New World Wealth, «Millionaire migration in 2015», mars 2016.
- (5) Alec Hogg, «As inequality soars, the nervous super rich are already planning their escapes», *The Guardian*, 23 janvier 2015.
- (6) Parmi les nombreuses sociétés qui proposent ce type de service, voir par exemple <http://terravivos.com/secure/vivoeuropaone.htm>

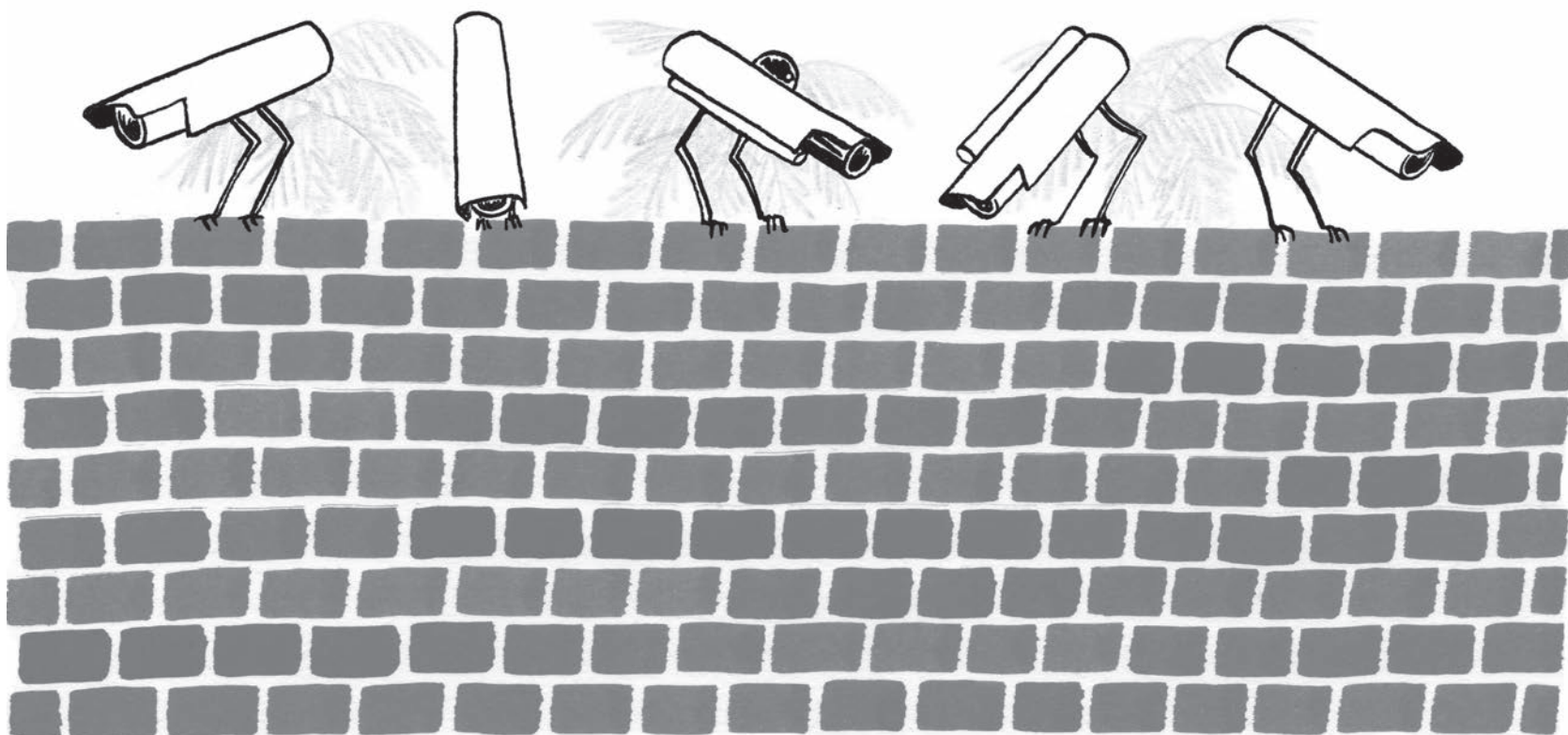


Illustration: Hélène Bléhaut

HÉLÈNE BLÉHAUT

# BÉATRICE DELVAUX: OS D'OR POUR CHIEN DE GARDE

Variant les pirouettes communicatives des hommes de pouvoir («*Chapeau! Junker reprend la main*», *Le Soir*, 13/11/2014) sans s'attarder sur leur participation au vol qu'ils ont commis par quelques supercheres fiscales ; exprimant toujours leurs idées profondes en les attribuant à un autre (le nouveau gouvernement par exemple: «*La Belgique passe d'un régime protecteur – considéré par les nouveaux dirigeants comme de l'assistanat – à une organisation libérale, où les acquis sociaux ne sont pas supprimés, mais où ils ne sont plus acquis: ceux qui veulent en bénéficier doivent démontrer désormais qu'ils les méritent*», 10/10/2014) ; acquiesçant indirectement à leur mesure sous la contrainte subtile de la nécessité et de la certitude («*Faire ce qui est nécessaire (pensions, saut d'index, tax shift, compétitivité)*» ; «*Ce gouvernement se veut offensif. Il bouscule en tout cas, avec l'âge de la pension, des certitudes établies depuis la Seconde Guerre mondiale*», 08/10/2014 ; «*Si nombre de réformes étaient nécessaires*»..., 10/10/2014), ou leur donnant subtilement des conseils stratégiques, les invitant à la prudence afin de mieux faire passer la pilule à la populace («*S'il veut durer, le gouvernement Michel a intérêt à agir vite, pour que ses réformes structurelles puissent s'opérer sans donner le sentiment qu'elles frappent d'abord et avant tout "les gens"*», 24/11/2014), les éditoriaux de Béatrice Delvaux, au *Soir* depuis 1984, nous en disent long sur ce qu'est le quotidien et qui il sert.

Ce qui pourrait toutefois passer pour des interprétations hâtives de notre part se confirme par l'analyse de la façon dont les médias belges gèrent les moments de «crise». Feignant sans cesse la neutralité, l'éditorialiste en chef du *Soir* et ses acolytes, économiste de formation et ancienne stagiaire du Fonds monétaire international (trois mois à Washington lors de son mémoire de fin d'études aux facultés de Namur), auteure de la préface du livre consacré à Albert Frère (*Albert Frère, le fils du marchand de clous*, actuellement deuxième fortune belge avec 6,2 milliards d'euros), se lâche dans son éditorial du 22 octobre 2015: «*La mort qui responsabilise*». Ce jour, les élites médiatiques se déchaînent en effet à la suite du décès d'une patiente à la clinique d'Hermalle, l'imputant aux barrages de la FGTB. Comme si la presse attendait «l'événement», celui qui permettra l'expression de son mépris de classe, démontrant au fond les valeurs profondes qui sous-tendent les choix éditoriaux de leurs pages quotidiennes. L'éditorial du *Soir* du 22 octobre édicte en filigrane les «*lignes rouges à ne pas franchir*» et, voit dans cet événement mis en une (titre central: «*Morte à cause des barrages de la FGTB*», et sujet complet des pages 2 et 3) un tournant dans les pratiques de la FGTB: «*Cette mort et cette plainte vont désormais peser sur les initiatives syndicales futures et la stratégie tant d'action que de communication de la FGTB*», dixit Madame Soleil qui jamais ne dit qu'elle participe du phénomène qu'elle croit décrire.

Dans le choix des mots, leur agencement, la sélection des exergues, des titres, des personnes interviewées et de leur réponse, le journal fait plus que décrire une situation, même s'il continue à désirer qu'on le considère comme un reflet fidèle de la réalité. «*Morte à cause des barrages de la FGTB?*» Admettons-le un instant. Mais alors, comment expliquer la fougue à évoquer cet éventuel lien de cause à effet (lien de cause à effet plus que suggéré en couverture, affirmé indirectement dans le titre des pages 2-3: «*Le blocage sauvage retarde un secours vital*») lorsqu'il incrimine le syndicat et les actions sociales, et son absence lorsqu'il s'agit de dénoncer la violence patronale et les morts que causent indirectement, mais certainement les privatisations, austérité, compétitivité...

Progressivement, les pays européens privatisent leurs soins de santé par un phénomène dicté par la Commission européenne et le FMI qui refusent les déficits budgétaires et dont l'investissement dans les services publics de santé décroît, au profit du secteur privé. Tout doucement, nous glissons donc vers un modèle à l'américaine, où l'admission d'un patient en hôpital sera conditionnée à sa solvabilité. Combien de morts à cause de cela? Combien de titres en première page? Et combien de morts et de malades à venir à cause du Traité transatlantique? Combien encore de morts à cause de notre société consumériste qui pille et exploite les pays «du Sud»? Pas de titre en première page, l'information dominante préférant s'arrêter sur la sortie de l'iPhone 7 (et puis du 8, du 9, du 10...) plutôt que nous évoquer les conditions de travail dans les usines de la multinationale Foxconn<sup>1</sup>. Le 22 mars, jour des attentats à Bruxelles, les fonds d'écran des sites de médias dominants étaient encore emplis de publicités<sup>2</sup>. Indécent? Non, commercial.

Feignant de poser la question pour fournir insidieusement leur réponse par la voix de l'interviewé qu'on a arbitrairement choisi, le *Soir* excelle dans l'art d'exprimer ses idées en les attribuant à un autre:

*Le Soir*: «*le ras-le-bol des travailleurs contre les mesures du gouvernement Michel autorise-t-il ces derniers à bloquer complètement plusieurs axes routiers et autoroutiers autour de Liège, au risque de retarder voire stopper le déplacement des secours et autres soins vitaux?*» (22/10/15):

Philippe Olivier, directeur médical du groupe hospitalier privé CHC et président de la Fratrem (Fédération régionale des associations de télémédecine): «*On ne peut pas imaginer une entrave à la circulation au point qu'elle paralyse les services de secours. Il en va de la qualité des soins à la population, à commencer par les services d'urgence*».

Le *Soir* va-t-il également demander à ce dernier ce que la privatisation des soins de santé provoque et provoquera en nombre de morts? La focalisation sur le décès imputé aux barrages de la FGTB qui ont retardé l'arrivée du chirurgien permet de ne pas évoquer les raisons de la colère, nourrissant plutôt

l'incompréhension des enjeux et de la raison des luttes.

En France, le lynchage médiatique des employés d'Air France qui ont répondu à la violence illégitime de leur patron par une rage légitime, reflète le rôle des chiens de garde du système que sont les journalistes qui acceptent les manifestations mou-tonnières, mais n'apprécient guère quand les syndicats ne «*maîtrisent pas leurs troupes*» (*Le Soir*, 23/10/2015). Il faudrait se mesurer et favoriser le «*dialogue social*» («*On doit surtout regretter qu'une fois de plus, une grève écorne encore un peu plus l'image de notre pays et démontre l'inexistence du dialogue social en Belgique*», 26 mai, *Le Soir*, par François Mathieu, rédacteur en chef adjoint) ... sous peine de s'aliéner la population et de faire le jeu du gouvernement: «*Charles Michel vous dit merci*», titre Béatrice Delvaux le 20 octobre suite aux blocages d'autoroutes et de grèves de train. Certainement que Béatrice «vous dit merci» également. Francis Van de Woestyne les remercie aussi, dans son éditorial du 20 octobre, mais de façon plus véhémente: «*la manière dont les protestations ont été "organisées", lundi, est véritablement scandaleuse (...). Cette prise en otage révèle la nécessité de créer un service minimum (...). Il y a pire. Des syndicalistes irresponsables ont bloqué plusieurs grands axes routiers, près de Liège, paralysant tout trafic autour de la cité ardente et tout transit vers Bruxelles ou vers l'Allemagne. Des milliers de personnes ont dû rebrousser chemin ou patienter pendant des heures. Les feux que ces agités ont allumés ont gravement détérioré les autoroutes. Les dégâts se chiffrent à plusieurs millions d'euros. Les travaux de réfection des voiries en cours seront retardés de plusieurs semaines. Merci les gars, beau travail...*» Pour en venir au sempiternel dialogue social à l'avantage du patronat: «*En Belgique, la concertation sociale, un des piliers de la vie démocratique, produit régulièrement de bons accords. C'est par la négociation que les progrès sociaux naissent. Pas par la violence, l'arme des lâches*». Il ne dira rien de la violence institutionnelle et patronale... Merci Francis, beau travail! La FEB appréciera...

Cela nous rappelle l'interview de Xavier Mathieu, délégué syndical CGT-Continental, par David Pujadas au journal télévisé de France2<sup>3</sup>. La condescendance des journalistes n'a pas de pareil quand il s'agit de parler avec des gens du peuple et de la classe ouvrière, percevant toujours les violences chez ces derniers, feignant de «comprendre leur désarroi», mais leur demandant toujours si «ça ne va pas trop loin». Ces ennemis du changement n'ont pas voulu saisir la distinction entre ceux qui sont à l'origine des tensions et ceux qui y réagissent, préférant l'évitement du conflit, utile à la pérennité de leurs intérêts. Comme le disait Martin Luther King: «*Le grand obstacle à notre mouvement vient des "réalistes" qui vénèrent plus l'ordre que la justice et qui préfèrent une paix négative, caractérisée par l'absence de tension, à une paix positive, caractérisée par la mise au jour des conflits. Encore faut-il bien préciser que nous, qui produisons les actions directes, ne sommes pas ceux qui produisent*

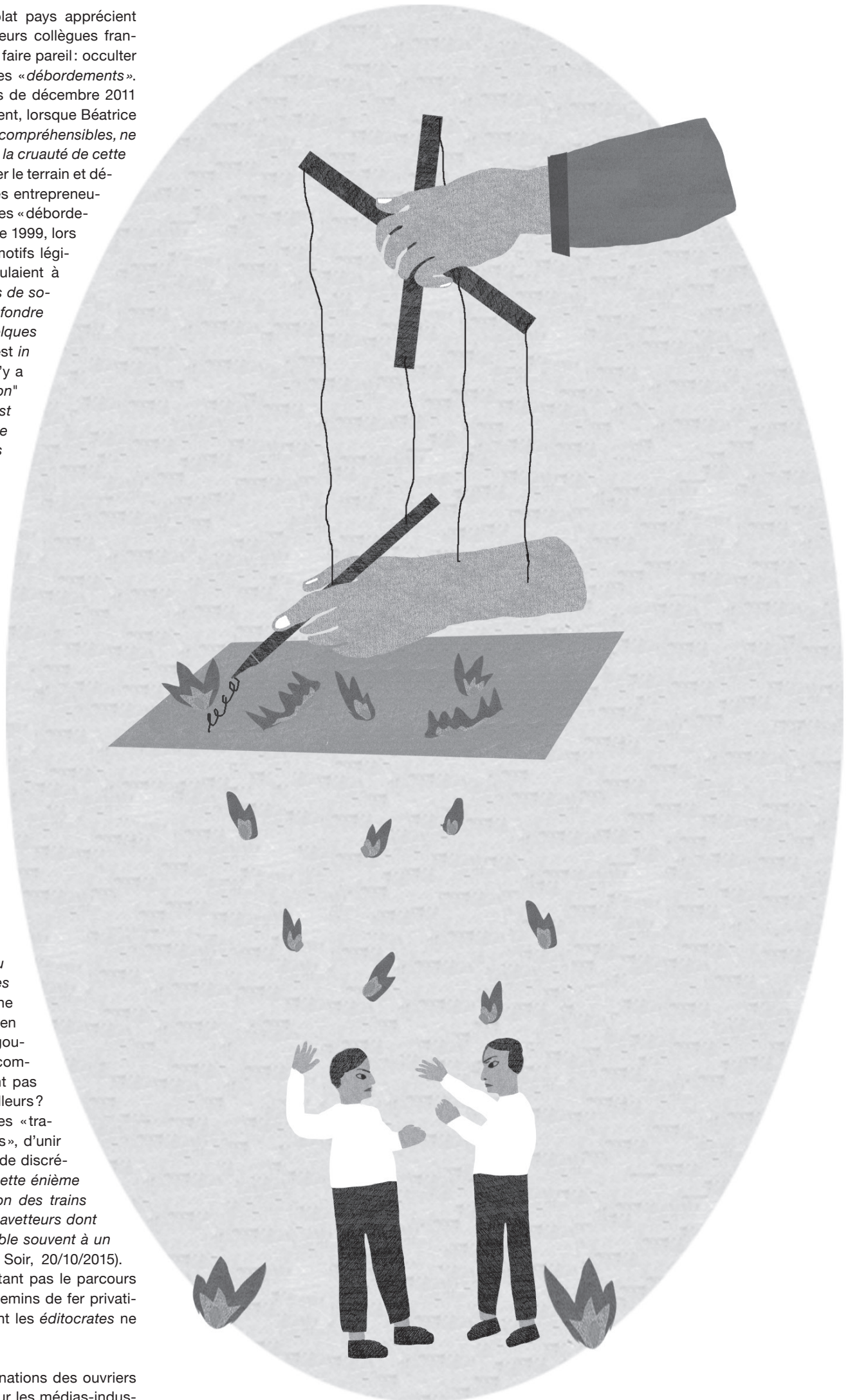
les tensions. Nous nous contentons de les dévoiler. Nous les faisons apparaître au grand jour pour qu'on puisse les reconnaître et les traiter<sup>(1)</sup>.

Les éditocrates de notre plat pays apprécient certainement le réalisme de leurs collègues français, eux qui ont l'habitude de faire pareil : occulter les motifs légitimes derrière les « débordements ». Ainsi, suite aux manifestations de décembre 2011 contre l'accord de gouvernement, lorsque Béatrice Delvaux énonçait « *Les grèves, compréhensibles, ne changeront rien à la réalité et à la cruauté de cette crise* », elle continuait à préparer le terrain et dérouler le tapis rouge aux forces entrepreneuriales. Toujours rien à dire sur les « débordements » des patrons. Décembre 1999, lors des émeutes de Seattle, les motifs légitimes d'indignation se dissimulaient à nouveau derrière « *ces chaînes de solidarité - qu'il ne faut pas confondre avec les débordements de quelques activistes* » où tout le monde est *in fine* d'accord sur le fait qu'il n'y a pas d'alternative, que « *le "non" radical à la mondialisation est intenable dans un monde où le consommateur pose tous les jours des gestes qui font sortir les entreprises des frontières* », mais surtout que « *le marché reste le mode d'organisation le plus efficace de la vie économique - notamment parce que tous les autres ont montré leurs limites* ». De limites qu'ils ne connaissent pas quand il s'agit de se faire le porte-voix des patrons.

À l'instar de David Pujadas qui « *comprendait le désarroi* » du délégué CGT, Béatrice Delvaux dit saisir « *que les travailleurs [qui] refusent des mesures qu'ils jugent inégales et donc inacceptables est compréhensible et légitime, mais les syndicats doivent se méfier de créer l'inverse de ce qu'ils cherchent, en servant davantage les intérêts du gouvernement Michel que les leurs* » (20/10/2015). Mais ne sont-ils pas, tous les deux, en train de justement servir les gouvernements de droite en ne comprenant pas et en n'expliquant pas la révolte légitime des travailleurs ? Leur jeu consiste à monter les « travailleurs » contre les « grévistes », d'unir « travailleurs » et « patrons » et de discréditer toute velléité de lutte : « *cette énième perturbation dans la circulation des trains avait ainsi de quoi irriter des navetteurs dont le parcours ferroviaire ressemble souvent à un parcours du combattant* » (le Soir, 20/10/2015). Ils ne nous expliqueront pourtant pas le parcours du combattant une fois les chemins de fer privatisés... chose dont curieusement les éditocrates ne se plaignent pas.

Dans ce monde, les récriminations des ouvriers ressembleraient donc plus pour les médias-industries à un « ressenti syndical » qu'à une réalité vécue. Ce qu'ils sont en train de faire subtilement, n'est rien d'autre que d'organiser la dissension du peuple : une partie qui soutient les grèves contre l'autre qui les condamne. Et en agissant ainsi, Delvaux et ses acolytes ne font pas que retranscrire avec des mots une réalité présente, mais ils la créent. Elle édifie la scission, monte les uns contre les autres, avec persévérance, et ce depuis maintenant des décennies.

Alexandre Penasse



- (1) Voir *La machine est ton seigneur et ton maître*, par Yang, Jenny Chan, Xu Lizhi, texte établi et traduit de l'anglais par Celia Izoard, Éditions Cent mille signes. Recension dans le Kairos de novembre/décembre 2015.
- (2) Voir *L'Occident terroriste*, <http://www.kairospresse.be/article/loccident-terroriste>
- (3) Voir le dossier du Kairos de février/mars 2016.
- (4) Cité dans *Décroissance ou décadence*, Vincent Cheynet, Éditions Le pas de côté, 2014, p.50.

# LA VRAIE INFORMATION ?

Nous avons reçu une lettre manuscrite datant du 10 mai 2016, suite à l'article/ dossier sur l'industrie médiatique belge (Kairos de février-mars 2016). Nous la reproduisons ci-dessous, avec notre réponse.

«Bonjour,

**Ayant lu votre article "L'industrie médiatique belge", je me pose quelques questions. Après avoir compris que les médias minimisent l'importance des grèves et autres révoltes de ce type et qu'ils cherchent à nous maintenir dans l'ignorance, je me demande: comment puis-je avoir accès aux véritables informations? Par exemple, La Libre montre De Wever à longueur de temps et, selon eux, la destruction de la Belgique, sera pour bientôt. Mais qu'en est-il au final, si ce qu'on nous dit est faux? Le peuple, les politiques et autres le désirent-ils réellement? Autre exemple: La police belge semble totalement inutile d'après les médias (évidemment, ils ne parlent pas des sous-effectifs, du manque du matériel...). Cela sert-il juste à trouver un coupable du non-empêchement des attentats ou est-ce cela la réalité?**

**En conclusion, j'aimerais avoir des réponses aux questions posées. Je pense également qu'il serait important de rétablir la vérité sur certains éléments.**

Merci de l'attention accordée à cette lettre.

Toizan<sup>1</sup>»

Chère Madame,

Merci de ce partage.

Je ne pense pas, même si c'est parfois ce qu'on laisse entendre dans nos textes, que *«les médias cherchent à nous maintenir dans l'ignorance»*, la différence se trouvant au niveau de l'intention: en grande majorité, ils (ce «ils» reprenant surtout ceux qui produisent le contenu, donc les journalistes) n'ont pas la volonté de nous laisser dans l'ignorance, ils le font pensant pour la plupart faire vivre la liberté de la presse et le droit d'informer. À l'instar d'un curé célébrant la messe, le journaliste croit à ce qu'il dit et est persuadé de sa liberté de prêcher. C'est par le simple fait de leur diffusion que les paroles du curé et du journaliste se sacralisent et acquièrent leur puissance transcendante; les deux messagers représentent les ministres du culte.

Ils ne le reconnaîtront jamais, bien évidemment. Comme le disait l'ineffable ancien directeur de rédaction du Nouvel observateur et actuel de Libération, Laurent Joffrin: *«On a parlé de la liberté formelle et de la liberté réelle... ce qu'on voudrait dire par là, concernant les journaux, c'est que dès lors qu'ils sont dans la main de propriétaires, ils ne sont plus libres; eh bien cette idée est fausse! Cette idée est fausse, ou bien [s'adressant à Natacha Polony], il faut que vous démissionniez du Figaro parce qu'il est dans la main d'un marchand de canons. Vous démissionnez tout de suite parce qu'il n'est pas libre; or je ne crois pas que le Figaro ne soit pas libre»* (voir les brèves du Kairos de février-mars 2016). Défendant ainsi la liberté d'une collègue officiant dans la presse industrielle (ce qui confère ici à Joffrin l'aura du désintéressement altruiste), Joffrin se défend lui-même par projection réfléchissante, travaillant pour un journal dont le patron n'est autre que Patrick Drahi: homme d'affaires actif dans les télécommunications, avec un patrimoine évalué à 14 milliards d'euros, Drahi a baigné dans les Panama papers, on s'en étonne... Difficile pourtant de croire que ce dernier, avec les propos qui suivent sur le travail, n'influencera nullement la ligne éditoriale de son directeur de rédaction Laurent Joffrin: *«Les Chinois travaillent 24h/24 et les Américains ne prennent que deux semaines de vacances... c'est là, le problème pour nous...; ajoutant "Mon modèle, ce n'est pas les deux semaines de congés payés, mais par rapport à ceux qui travaillent plus, on avance moins vite: ce sont les lois de la gravitation, si vous le permettez...»<sup>2</sup>.*

Autant donc laisser le sujet se persuader pendant qu'il tente de persuader ses collègues que l'appartenance d'un journal n'a aucune espèce d'influence sur sa ligne éditoriale. L'important ici c'est la croyance et la certitude de penser que son média continue à informer.

*«Comment alors avoir accès aux véritables informations»*, me demandez-vous? Sans user du mécanisme de projection réfléchissante – défendre vos choix pour indirectement valoriser notre travail

–, dont on taxait Joffrin, je pense que d'aller déjà vers des médias indépendants et libres, comme l'est Kairos, est essentiel. Il faut, après, disséminer la contestation autour de vous, ne plus avoir peur – sentiment sur lequel les médias et les politiques jouent pour empêcher de penser et casser le désir d'union –, briser le consensus mou par la parole et les actes, partout. Vous réaliserez sans doute que plus de gens que ce que vous pensez sont d'accord avec vous.

*"Je ne crois pas que le Figaro ne soit pas libre parce qu'il est dans la main d'un marchand de canons"*

Un marchand de journal

Enfin, une fois nourrie par de l'information indépendante, revigorée d'avoir constaté que vous n'êtes pas seule à vous dire qu'*«il y'a quelque chose qui cloche»*, vous serez lucide sur ce que vous percevez et constaterez qu'il y a au fond du «vrai» dans ce qu'ils «disent»: cette vérité est celle de leur médiocrité qui s'exprime dans le choix des sujets qu'ils traitent, leur ordre d'importance (la RTBF commence le 1er juin son journal en traitant pendant 3min20 de la victoire de David Goffin, le reste du JT est à l'avenant, en tous cas dans la façon de traiter l'information...), leur absence de lassitude à traiter des joutes politiciennes qu'ils décrivent, créent et n'éclairent jamais, leurs partis-pris, etc. Par ce processus s'opère une sortie du rôle passif de spectateur et une quasi-impossibilité d'encore voir le traitement de l'information par les médias de masse sans être révolté: les «coupables» ne sont plus les mêmes, c'est-à-dire ceux dont ils parlent sans cesse et qui nous éloignent de la compréhension; le «non-empêchement» (des attentats ou de toutes ces violences dont ils ne décrivent que la dimension subjective) ne se focalise plus sur le temps court de l'acte qui va être commis, pour s'arrêter sur ce temps long antérieur et percevoir les responsabilités de l'Occident dans le terrorisme; les manifestations de la violence subjective qui font les faits divers des médias laissent place à une interrogation sur la violence objective des structures (État, entreprises).

Ainsi, participe-t-on au rétablissement de la vérité. Du moins à l'approcher.

Alexandre Penasse

(1) La personne a désiré signer avec un pseudonyme.

(2) Voir [https://fr.wikipedia.org/wiki/Patrick\\_Drahi#cite\\_ref-64n](https://fr.wikipedia.org/wiki/Patrick_Drahi#cite_ref-64n) et la vidéo de la très courtoise séance à l'assemblée: <http://www.lcp.fr/emissions/170005-audition-de-patrick-drahi-president-du-groupe-altice-par-la-commission-des-affaires>

# LA MONTÉE DE L'INSIGNIFIANCE

En novembre 1996, Daniel Mermet interviewait Cornelius Castoriadis dans l'émission *Là-bas si j'y suis*, diffusée à l'époque sur France Inter. Il y a quelques années, j'avais écouté cette conversation que j'avais trouvée passionnante, claire et engageante. Plus tard, alors que je rencontrais Daniel Mermet, je lui évoquai mon envie de faire un dossier dans Kairos avec l'entière de ce texte, ce qu'il a accepté.

Ci-dessous donc, l'entretien de Daniel Mermet avec Cornelius Castoriadis, précédé d'une introduction de Daniel Mermet<sup>1</sup>.

Alexandre Penasse



Illustration: Emmanuel Espinasse

Philosophe, économiste, anthropologue, psychanalyste, historien, penseur politique, d'une vitalité étourdissante, Cornelius Castoriadis avait voulu s'exprimer avec nous de façon claire et concise sur ce qu'il appelait «*la montée de l'insignifiance*».

Souvent rediffusée dans *Là-bas*, l'analyse de Castoriadis, incroyablement actuelle 20 ans après, est un encouragement lucide pour celles et ceux qui n'ont pas renoncé.

## CORNEILLE, DISSIDENT ESSENTIEL

Oui, l'insignifiance a gagné encore plus de terrain depuis 20 ans. Mais pas question d'abdiquer pour autant. Castoriadis n'a pas sombré dans le renoncement esthétique, ni dans le cynisme mitterrandien de l'époque. «*Je suis un révolutionnaire favorable à*

*des changements radicaux*», disait-il quelques semaines avant sa mort. Il ne manquait jamais de citer son ancêtre Thucydide: «*Il faut choisir, se reposer ou être libre*», ou encore, du même, «*Un homme qui ne se mêle pas de politique mérite de passer, non pas pour un citoyen paisible, mais pour un citoyen inutile.*»

La diffusion de cet entretien a rencontré un grand succès. Castoriadis en était ravi, heureux de s'adresser au grand public. «*Il y a des bouteilles à la mer qui arrivent à bon port*» nous disait-il.

Cornelius Castoriadis est mort un an plus tard, le 26 décembre 1997. Né en Grèce, il s'installe en 1945 à Paris. Il crée en 1949 la revue, aujourd'hui mythique, *Socialisme ou Barbarie*, «*de gauche radicale anti-stalinienne*», qui s'arrêtera en 1967. En 1968, avec Edgar Morin et Claude Lefort, il publie *Mai 68: la brèche*. En 1975, il publie *l'Institution imaginaire de la société*, son ouvrage le plus important.

En 1978, il entreprend la série des *Carrefours du labyrinthe*. C'est lors de la publication du quatrième volume de cette série, *la Montée de l'insignifiance* (Seuil), qu'il nous a reçu en novembre 1996. Une dernière phrase notée avant de le quitter: «*Je ne pense pas que l'on puisse faire marcher d'une manière libre, égalitaire et juste le système français capitaliste tel qu'il est.*»

«*Énorme, hors norme, un titan de la pensée*» dit son vieil ami Edgar Morin. Une pensée encyclopédique, une jubilation de vivre et de lutter, lutte charnelle, spirituelle, infinie, mais en mouvement et qui nous laisse du grain à moudre et du pain sur la planche...

Daniel Mermet

(1) Que vous pouvez trouver ici: <https://la-bas.org/la-bas-magazine/textes-a-l-appui/le-triomphe-de-l-insignifiance>





Illustration : Lison De Ridder

Il y aurait eu une crise de surproduction tous les ans. Pourquoi ne s'est-il pas effondré? Parce que les travailleurs ont lutté. Ils ont imposé des augmentations de salaire, créant ainsi d'énormes marchés de consommation interne. Ils ont imposé des réductions du temps de travail, ce qui a absorbé tout le chômage technologique. On s'étonne maintenant qu'il y ait du chômage. Mais depuis 1940 le temps de travail n'a pas sensiblement diminué. On pinaillait actuellement: «39 heures», «38 1/2», «37 heures 3/4», c'est grotesque! Donc, il y a eu ce retour du libéralisme, et je ne vois pas comment l'Europe pourra sortir de cette crise. Les libéraux nous disent: «Il faut faire confiance au marché». Mais ce que disent aujourd'hui ces néolibéraux, les économistes académiques eux-mêmes l'ont réfuté dans les années 30. Ils ont montré qu'il ne peut pas y avoir d'équilibre dans les sociétés capitalistes. Ces économistes n'étaient pas des révolutionnaires, ni des marxistes! Ils ont montré que tout ce que racontent les libéraux sur les vertus du marché qui garantirait la meilleure allocation possible, qui garantirait des ressources, la distribution des revenus la plus équitable possible, ce sont des inepties! Tout cela a été démontré, et jamais réfuté. Mais il y a cette grande offensive économique-politique des couches gouvernantes et dominantes qui peut être symbolisée par les noms de Reagan et de Thatcher, et même de Mitterrand, d'ailleurs! Il a dit: «Bon, vous avez assez rigolé. Maintenant, on va vous licencier, on va dégraisser l'industrie - on va éliminer la "mauvaise graisse", comme dit M. Juppé - et puis vous verrez que le marché, à la longue, vous garantira le bien-être.» À la longue. En attendant, il y a 12,5% de chômage officiel en France!

**DM – Pourquoi n'y a-t-il pas d'opposition à ce libéralisme-là?**

**CC** – Je ne sais pas, c'est extraordinaire. On a parlé d'une sorte de terrorisme de la pensée unique, c'est-à-dire d'une non-pensée. Elle est unique en ce sens que c'est la première pensée qui soit une non-pensée intégrale. Pensée unique libérale à laquelle personne n'ose s'opposer. Actuellement, il y a une sorte de discours victorieux de la droite qui n'est pas un discours, qui sont des affirmations, un discours vide. Et derrière ce discours, il y a autre chose, qui est plus lourd.

Qu'est-ce qu'était l'idéologie libérale à sa grande époque? Vers 1850, c'était une grande idéologie parce qu'on croyait au progrès. «Enrichissez-vous!» Ces libéraux-là pensaient que le progrès entraînerait l'élévation du bien-être économique. Mais, même quand on ne s'enrichissait pas, dans les classes exploitées, on allait vers moins de travail, vers des travaux moins pénibles, pour être moins abruti par l'industrie. C'était le grand thème de l'époque. Benjamin Constant le dit: «Les ouvriers ne peuvent pas voter parce qu'ils sont abrutis par l'industrie (il le dit carrément, les gens étaient honnêtes à l'époque!), donc il faut un suffrage censitaire.» Mais par la suite, le temps de travail a diminué, il y a eu l'alphabétisation, il y a eu l'éducation, il y a eu des lumières, qui ne sont plus les Lumières subversives du XVIIIème siècle mais tout de même des lumières, qui se diffusent dans la société. La science se développe, l'humanité s'humanise, les sociétés se civilisent et, petit à petit, asymptotiquement, on arrivera à une société où il n'y aura pratiquement plus d'exploitation: cette démocratie représentative tendra à devenir une vraie démocratie.

**DM – Pas mal?**

**CC** – Pas mal. Sauf que ça n'a pas marché et que ça ne marche pas comme ça. Le reste s'est réalisé mais les hommes ne se sont pas humanisés, la société ne s'est pas civilisée pour autant, les capitalistes ne se sont pas adoucis, nous le voyons maintenant. Ce n'est pas la faute des hommes, c'est le système. Le résultat en est que, de l'intérieur, les gens ne croient plus à cette idée. L'humeur, la disposition générale est une disposition de résignation. **Aujourd'hui, ce qui domine, c'est la résignation, même chez les représentants du libéralisme.** Quel est le grand argument, en ce moment? «C'est peut-être mauvais mais l'autre terme de l'alternative est pire.» Tout se résume à cela. Et c'est vrai que ça a glacé pas mal de gens. Ils se disent: «Si on bouge trop, on va vers un nouveau goulag.» Voilà ce qu'il y a derrière cet épuisement idéologique de notre époque. Je crois que nous n'en sortirons que par la résurgence d'une critique puissante du système et une renaissance de l'activité des gens, de leur participation à la chose commune. C'est une tautologie de dire cela, mais il faut tendre, il faut espérer et il faut travailler dans cette direction.

**DM – Élite politique réduite à servir de larbin à la World Company, intellos chiens de garde, médias qui ont trahi leur rôle de contre-pouvoir, voilà quelques causes et quelques symptômes de cette montée de l'insignifiance.**

**CC** – Mais en ce moment, on sent frémir un regain d'activité civique. Ça et là, on commence quand même à comprendre que la «crise» n'est pas une fatalité de la modernité à laquelle il faudrait se soumettre, «s'adapter» sous peine d'archaïsme. Alors

se pose le problème du rôle des citoyens et de la compétence de chacun pour exercer les droits et les devoirs démocratiques dans le but - douce et belle utopie - de sortir du conformisme généralisé.

## ÉDUCATION ET PARTICIPATION

**DM – Votre confrère et compère Edgar Morin parle du généraliste et du spécialiste. La politique exige les deux. Le généraliste qui ne sait à peu près rien sur un peu tout et le spécialiste qui sait tout sur une seule chose mais rien sur le reste. Comment faire un bon citoyen ?**

**CC –** Ce dilemme est posé depuis Platon. Platon disait que les philosophes doivent régner, eux qui sont au-dessus des spécialistes. Dans la théorie de Platon, ils ont une vue du tout. L'autre terme de l'alternative était la démocratie athénienne. Qu'est-ce qu'ils faisaient, les Athéniens ? Voilà quelque chose de très intéressant. Ce sont les Grecs qui ont inventé les élections. C'est un fait historiquement attesté. Ils ont peut-être eu tort, mais ils ont inventé les élections ! Qui élisait-on à Athènes ? On n'élisait pas les magistrats. Les magistrats étaient désignés par tirage au sort ou par rotation. Pour Aristote, souvenez-vous, un citoyen est celui qui est capable de gouverner et d'être gouverné. Tout le monde est capable de gouverner, donc on tire au sort. Pourquoi ? Parce que la politique n'est pas une affaire de spécialistes. Il n'y a pas de science de la politique. Il y a une opinion, la *doxa* des Grecs, il n'y a pas d'*épistémé*<sup>1</sup>.



Illustration : Louise Dupuis

Je fais remarquer, d'ailleurs, que l'idée qu'il n'y a pas de spécialiste de la politique et que les opinions se valent est la seule justification raisonnable du principe majoritaire. Donc, chez les Grecs, le peuple décide et les magistrats sont tirés au sort ou désignés par rotation. Il y a des activités spécialisées parce que les Athéniens n'étaient pas fous, ils ont quand même fait des choses assez considérables, ils ont fait le Parthénon, etc. Pour ces activités spécialisées, la mise en place des chantiers navals, la construction des temples, la conduite de la guerre, il faut des spécialistes. Donc, ceux-là, ils sont élus. C'est cela, l'élection. Parce qu'élection, cela veut dire élection des meilleurs. Et sur quoi se base-t-on pour élire les meilleurs ? Et bien là, intervient l'éducation du peuple, car il est amené à choisir. On fait une première élection, on se trompe, on constate que par exemple Périclès est un déplorable stratège, et bien, on ne le réélit pas, ou même on le révoque. Mais le postulat, selon lequel cette *doxa*, cette opinion, est également partagée est bien sûr un postulat tout à fait théorique. Pour qu'il y ait un peu de chair, il faut que cette *doxa* soit cultivée. Et comment peut être cultivée une *doxa* concernant le gouvernement ? Et bien, en gouvernant. Donc **la démocratie - c'est cela l'important - est une affaire**

**d'éducation des citoyens, ce qui n'existe pas du tout aujourd'hui.**

Récemment, un magazine a publié une statistique indiquant que 60% des députés avouent qu'ils ne comprennent rien à l'économie. Des députés, en France, qui vont décider, qui décident tout le temps ! Ils votent le budget, ils augmentent ou diminuent les impôts, etc. En vérité, ces députés, tout comme les ministres, sont asservis à leurs techniciens. Ils ont leurs experts mais ils ont aussi des préjugés ou des préférences. Et si vous suivez de près le fonctionnement d'un gouvernement, d'une grande bureaucratie - comme je l'ai suivi dans d'autres circonstances -, vous voyez que ceux qui dirigent se fient aux experts, mais ils choisissent les experts qui partagent leurs opinions. Vous trouverez toujours un économiste pour vous dire : « *Oui, oui, il faut faire cela.* » Ou un expert militaire qui vous dira : « *Oui, il faut l'armement nucléaire* » ou « *Il ne faut pas d'armement nucléaire* ». Tout et son contraire. C'est un jeu complètement *stupide* et c'est ainsi que nous sommes gouvernés actuellement. Donc dilemme de Morin et de Platon : spécialistes ou généralistes. Les spécialistes au service des gens, là est la question. Pas au service de quelques politiciens. Et les gens apprenant à gouverner en gouvernant.

**DM - Vous avez dit « éducation ». Et vous dites : « Ce n'est pas le cas aujourd'hui ». Plus généralement, quel mode d'éducation voyez-vous ? Quel mode de partage de la connaissance ?**

**CC –** Il y a beaucoup de choses qu'il faudrait changer avant de pouvoir parler de véritable activité éducatrice sur le plan politique. **La principale éducation dans la politique est la participation active aux affaires**, ce qui implique une transformation des institutions qui incite à cette participation et qui la rend possible, alors que les institutions actuelles repoussent, éloignent, dissuadent les gens de participer aux affaires. Mais cela ne suffit pas. Il faut qu'ils soient éduqués dans la chose publique. Or, si vous prenez l'éducation actuelle, elle n'a strictement rien à voir avec cela. On apprend des choses spécialisées. Certes, on apprend à lire et à écrire. C'est très bien, il faut que tout le monde sache lire et écrire. D'ailleurs, chez les Athéniens, il n'y avait pas d'analphabètes ; à peu près tous savaient lire et c'est pour cela qu'on inscrivait les lois sur le marbre. Tout le monde pouvait lire et donc le fameux adage « *Nul n'est censé ignorer la loi* » avait un sens. Aujourd'hui, on peut vous condamner parce que vous avez commis une infraction alors que vous ne pouvez pas connaître la loi et qu'on vous dit toujours : « *Vous n'êtes pas censé ignorer la loi* ». Donc l'éducation devrait être beaucoup plus axée vers la chose commune. Il faudrait faire comprendre les mécanismes de l'économie, les mécanismes de la société, de la politique, etc. On n'est pas capable d'enseigner l'Histoire. L'Histoire telle qu'on l'enseigne aux enfants les emmerde alors qu'elle pourrait les passionner. Il faudrait enseigner une véritable anatomie de la société contemporaine : comment elle est, comment elle fonctionne.

## NI DIEU, NI CÉSAR, NI TRIBUN !

**DM - Vous avez beaucoup parlé et écrit autour du mouvement de Mai 68, qu'avec Edgar Morin et Claude Lefort vous avez appelé la « brèche ». Aujourd'hui, cette période est un âge d'or pour les jeunes qui regrettent de ne l'avoir pas vécu. Si on repense à cette époque, on est frappé par l'aveuglement, ces comportements révolutionnaires, romantiques, absolus, doctrinaires, sans aucune base, dans une ignorance complète. Quand on me dit aujourd'hui, « Tu as du bol, tu as vécu 68 », je réponds : « Attendez les amis, le niveau culturel, le niveau des connaissances était beaucoup plus bas qu'aujourd'hui. » Est-ce que j'ai raison ?**

**CC –** Oui, vous avez raison, d'un certain point de vue qui est très important. Mais ce n'est pas telle-

« *Il faut choisir : se reposer ou être libre* »

ment une question de niveau de connaissances, je crois. C'est l'énorme domination de l'idéologie au sens strict et, je dirais, au sens mauvais du terme. Les maoïstes, on ne peut pas dire qu'ils ne savaient pas, on les avait endoctrinés ou ils s'endoctrinaient eux-mêmes. Pourquoi acceptaient-ils l'endoctrinement ? Pourquoi s'endoctrinaient-ils eux-mêmes ? Parce qu'ils avaient besoin d'être endoctrinés. Ils avaient besoin de croire. Et cela a été la grande plaie du mouvement révolutionnaire depuis le départ.

**DM – Mais l'homme est un animal religieux.**

**CC –** L'homme est un animal religieux, et ce n'est pas du tout un compliment. Aristote, que je n'arrête pas de citer et que je vénère, a dit une seule fois une chose qui est vraiment une grosse... - bon, on ne peut pas dire bourde quand il s'agit d'Aristote, mais tout de même. Quand il dit : « *L'homme est un animal qui désire le savoir* », c'est faux. L'homme n'est pas un animal qui désire le savoir. **L'homme est un animal qui désire la croyance, qui désire la certitude d'une croyance, d'où l'emprise des religions, d'où l'emprise des idéologies politiques.**

Dans le mouvement ouvrier au départ, on trouvait une attitude très critique. Quand vous prenez ces deux vers de l'Internationale, qui est quand même le chant de la Commune, prenez le deuxième couplet : « *Il n'est pas de sauveur suprême / Ni Dieu, - exit la religion - ni César, - exit Napoléon III -, ni tribun* » - exit Lénine, n'est-ce pas ? Les gens avaient ce besoin de croyance. Ils le remplissaient comme ils pouvaient, les uns avec le maoïsme, les autres avec le trotskisme et même avec le stalinisme, puisqu'un des résultats paradoxaux de Mai 68, cela n'a pas été seulement d'apporter de la chair au squelette maoïste ou trotskiste mais cela a été d'augmenter encore à nouveau le recrutement du PC, malgré l'attitude absolument monstrueuse du PC pendant les événements et pendant les accords de Grenelle.

Aujourd'hui, en quoi sommes-nous plus sages qu'en Mai 68 ? Je crois que peut-être le résultat, à la fois des suites de Mai et de l'évolution en général de la société, fait que les gens sont devenus beaucoup plus critiques. Cela est très important. Bien sûr, il y a une frange qui cherche toujours la foi plutôt dans la scientologie, les sectes ou dans le fondamentalisme (mais cela dans d'autres pays, pas tellement chez nous). Mais **les gens sont devenus beaucoup plus critiques, beaucoup plus sceptiques**. Ce qui les inhibe aussi pour agir, bien sûr.

Périclès, dans l'Oraison funèbre prononcée devant les Athéniens, dit : « *Nous sommes les seuls chez qui la réflexion n'inhibe pas l'action.* » C'est admirable ! Il ajoute : « *Les autres, ou bien ils ne réfléchissent pas et ils sont téméraires, ils commettent des absurdités, ou bien, en réfléchissant, ils ne font rien parce qu'ils se disent : il y a ce discours et il y a le discours contraire.* » Or précisément, on traverse actuellement aussi une phase d'inhibition, c'est sûr. Chat échaudé craint l'eau froide. Ils ont goûté tout cela, ils se disent : « *Les grands discours et tout le reste, ça suffit !* » Effectivement, il ne faut pas de grands discours, il faut des discours vrais. Voilà ce qui n'existe pas dans une projection sociale, si je puis dire.

**DM – Avec qui voulez-vous lutter ? Et contre qui et contre quoi ?**

**CC –** Je veux lutter avec pratiquement tout le monde. Avec toute la population, ou presque, et contre le système, et donc contre les 3%, les 5% de gens qui sont vraiment des défenseurs acharnés et inéducables du système. C'est cela la divi-

(1) Ensemble des savoirs et des présupposés d'une époque.



Illustration : Nadia Berz

sion, à mes yeux. **Je crois qu'actuellement, tout le monde dans la société - à part 3 ou 5% - a un intérêt personnel et fondamental à ce que les choses changent.**

**DM - Mais qu'est-ce que vous diriez aux jeunes générations ?**

**CC -** Si vous le posiez comme une question d'organisation, je dirais qu'il n'y a pas de réponse. Actuellement, c'est aussi cela la question. Un de mes copains de la revue *Socialisme ou Barbarie*, Daniel Mothé - qui est toujours mon copain - avait écrit cette phrase extraordinaire: «*Même l'Empire romain, en disparaissant, a laissé derrière lui des ruines; le mouvement ouvrier, en disparaissant, n'a laissé derrière lui que des déchets.*» **Comment on s'organise maintenant? La question est: «Comment peut-on s'organiser?» Cette question bute sur le même obstacle, c'est-à-dire que les gens ne sont pas assez actifs actuellement pour faire quelque chose comme ça.**

Pour assumer une organisation de ce type, il faut être prêt à sacrifier plus d'une heure un samedi soir. Cela implique un travail important et bien peu de gens sont disposés à le faire actuellement. C'est pour cela que je qualifie depuis 1960 l'époque comme une époque de privatisation. Les gens sont repliés sur leur petit milieu, la famille nucléaire, même pas la grande famille. On disait en Mai 68 «*Métro-boulot-dodo*», maintenant c'est «*Métro-boulot-télé-dodo*»

**DM - Et pas de boulot? On peut gommer boulot?**

**CC -** Métro-boulot-télé-dodo et ANPE.

**DM - Et trouille de perdre le boulot! La panique générale. C'est: «Je n'en ai plus ou je ne vais plus en avoir.»**

**CC -** Oui, absolument.

## LE DÉSIR IRRÉDUCTIBLE

**DM -** Ce qui fait la richesse de votre pensée, c'est aussi ce regard psychanalytique sur le monde. Il n'est pas si fréquent d'avoir ainsi plusieurs éclairages. Raoul Vaneigem a publié un livre dont le titre est: *Nous qui désirons sans fin*.

**CC -** Nous qui délirons? Oh ça, oui! Nous qui délirons! (rires)

**DM - Qu'est-ce que vous pensez de cet irréductible désir qui fait que l'histoire continue?**

**CC -** Mais, de toute façon, il y a un désir irréductible. Vraiment... C'est un gros chapitre. D'ailleurs, cela n'a pas toujours été vrai, c'est un phénomène relativement moderne. Si vous prenez les sociétés archaïques ou les sociétés traditionnelles, il n'y a pas de désir irréductible. On ne parle pas là du désir du point de vue psychanalytique. On parle du désir tel qu'il est transformé par la socialisation des gens.

Or, précisément, dans l'époque moderne, il y a une libération dans tous les sens du terme, par rapport aux contraintes de la socialisation des individus. On dit par exemple: «*Tu prendras une femme dans tel clan ou dans telle famille. Tu auras une femme dans ta vie. Si tu en as deux, ou deux hommes, ce sera en cachette, ce sera une transgression. Tu auras un statut social, ce sera ça et pas autre chose.*»

Il y a une chose merveilleuse chez Proust dans le monde de Combray. Dans la famille de Proust, quelqu'un - de la très bonne bourgeoisie, la famille qu'il décrit - qui épousait une duchesse ou une princesse, était déchu. Même s'il avait de l'argent, même s'il devenait quelqu'un qui sortait de sa caste pour monter plus haut, il devenait un gigolo. Et monter plus haut, c'était déchoir. Mais aujourd'hui, nous sommes entrés dans une époque d'illimitation dans tous les domaines et nous avons le désir d'infini. Or cette libération est, en un sens, une grande conquête. Il n'est pas question de revenir aux sociétés de répétition. Mais il faut aussi apprendre - et c'est un de mes très grands thèmes -, apprendre à s'autolimiter, individuellement et collectivement. Et

la société capitaliste aujourd'hui est une société qui, à mes yeux, court à l'abîme à tous points de vue parce que c'est une société qui ne sait pas s'autolimiter. Et **une société vraiment libre, une société autonome, comme je l'appelle, doit savoir s'autolimiter.**

**DM - Limiter c'est interdire. Comment s'interdire?**

**CC -** Non, pas interdire au sens répressif. Mais savoir qu'il y a des choses qu'on ne peut pas faire ou qu'il ne faut même pas essayer de faire ou qu'il ne faut pas désirer. Par exemple, l'environnement. Nous vivons dans une société libre sur cette planète, je pense par exemple à la mer Égée, aux montagnes enneigées, je pense à la vue du Pacifique depuis un coin d'Australie, je pense à Bali, aux Indes, à la campagne française qu'on est en train de démolir et de désertifier. Autant de merveilles en voie de démolition.

**Je pense que nous devrions être les jardiniers de cette planète. Il faudrait la cultiver.** La cultiver comme elle est et pour elle-même. Et trouver notre vie, notre place relativement à cela. Voilà une énorme tâche. Et tout cela pourrait absorber une grande partie des loisirs des gens, libérés d'un travail stupide, productif, répétitif, etc. Or cela, évidemment, c'est très loin, non seulement du système actuel mais de l'imagination dominante actuelle. **L'imaginaire de notre époque, c'est l'imaginaire de l'expansion illimitée, c'est l'accumulation de la camelote:** une télé dans chaque chambre, un micro-ordinateur dans chaque chambre... c'est cela qu'il faut détruire. Le système s'appuie sur cet imaginaire qui est là et qui fonctionne.

**DM - Ce dont vous parlez là, sans cesse, c'est de la liberté?**

**CC -** Oui.

**DM - Difficile liberté?**

**CC -** Ah oui! La liberté, c'est très difficile.

**DM - Difficile démocratie?**

**CC -** Démocratie difficile parce que liberté, et liberté difficile parce que démocratie. Parce qu'il est très facile de se laisser aller, l'homme est un animal paresseux, on l'a dit. Là encore, je reviens à mes ancêtres, il y a une phrase merveilleuse de Thucydide: «*Il faut choisir: se reposer ou être libre.*» Je crois que c'est Périclès qui dit ça aux Athéniens: «*Si vous voulez être libres, il faut travailler.*» Vous ne pouvez pas vous reposer. Vous ne pouvez pas vous asseoir devant la télé. **Vous n'êtes pas libres quand vous êtes devant la télé. Vous croyez être libres en zappant comme un imbécile, vous n'êtes pas libres, c'est une fausse liberté.** La liberté n'est pas seulement l'âne de Buridan qui choisit entre deux tas de foin. La liberté, c'est l'activité. Et c'est une activité qui en même temps s'autolimit, c'est-à-dire qu'elle peut tout faire mais qu'elle ne doit pas tout faire. C'est cela le grand problème, pour moi, de la démocratie et de l'individualisme.

**DM - La liberté, c'est les limites? Philosopher, c'est établir des limites?**

**CC -** Non, la liberté, c'est l'activité, et l'activité qui sait poser ses propres limites. Philosopher, c'est la pensée. C'est la pensée qui sait reconnaître qu'il y a des choses que nous ne savons pas et que nous ne connaissons jamais...

Novembre 1996.

# LA CAUSE PERDUE DES CLIMATOSCEPTIQUES

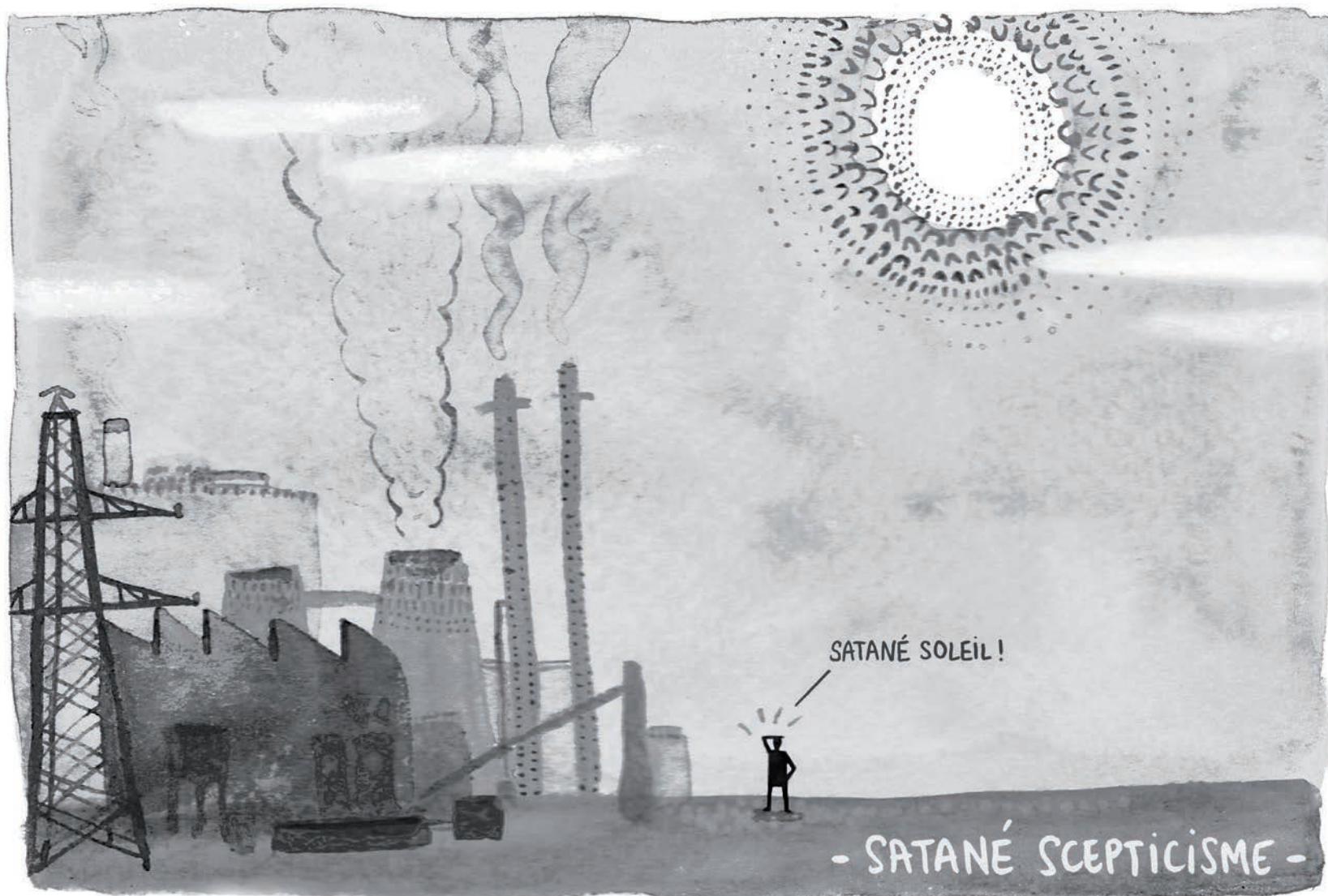


Illustration: Suzy Vergez

« Comme les grandes catastrophes morales du XXe siècle, la catastrophe majeure qui barre notre horizon sera moins le résultat de la malignité des hommes, ou même de leur bêtise, que de leur absence de pensée. »

Jean-Pierre Dupuy<sup>1</sup>

Il fallait s'y attendre. À la veille de la COP 21, la bande des climatosceptiques<sup>2</sup> avait tenté de redonner de la voix, avec heureusement moins d'efficacité que lors de la COP précédente. Toutefois, les appeler de cette façon est un mauvais procès fait au scepticisme qui, en soi, témoigne d'un esprit critique en bon état. Mais puisque l'expression est consacrée, utilisons-la. Avec ces gens, il s'agit d'autre chose. Dans le meilleur des cas, d'un scepticisme de mauvais aloi – « *Il n'est pas sérieux de douter dans certains cas* », disait Wittgenstein; ou bien d'une forme de déni qui « *consiste pour l'individu à tirer profit pour lui-même de sa capacité à nier la vérité, même si la société dont il fait partie en souffre* »<sup>3</sup>; ou pire encore, c'est tout simplement de la malhonnêteté intellectuelle. Tous jurent la main sur le cœur que leurs recherches contradic-

toires sont menées sincèrement et non biaisées par les pouvoirs (politiques, économiques, financiers). Avec George Orwell, rappelons-leur que la vérité est « *quelque chose qui existe en dehors de nous, quelque chose qui est à découvrir, et non comme quelque chose que l'on peut fabriquer selon les besoins du moment* »<sup>4</sup>. Qui avons-nous entendu s'exprimer dans les médias à ce moment-là? Le bien-tôt octogénaire Claude Allègre et son comparse Vincent Courtillot, hérauts de la première heure, semblent avoir passé la main à de nouveaux apprentis tout aussi motivés et virulents, qui ne sont pas non plus climatologues (cf. infra). Pour être plus efficaces, les climatosceptiques ont affiné et diversifié les angles d'attaques et se permettent tous les coups tordus. Les ultras, comme Christian Gerondeau, remettent en question la réalité même d'un ré-

chauffement climatique. Mais comme nous vivons en démocratie, on ne peut empêcher personne de continuer à croire et à dire que la Terre est plate... D'autres reconnaissent la réalité du réchauffement climatique, mais en nient ou minimisent l'aspect anthropique et l'imputent à l'activité solaire. Et alors? Nous leur répondrons que cela ne changerait pas grand-chose à l'affaire, dans la mesure où l'humanité prendra de toute façon les nombreux dérèglements du climat en pleine figure. Il est piquant de constater que les prurits sceptiques viennent d'individus vraisemblablement narcissiques qui se présentent comme indépendants des pouvoirs, issus autant de la droite (libérale ou extrême) que de la gauche tiers-mondiste. Les premiers accusent les médias et le Giec de fomenter un complot contre les intérêts économiques des entreprises; les seconds

accusent le Capital, par l'intermédiaire de son outil Giec, de fomenter un complot pour contrarier l'accession des peuples du Sud au développement et à la consommation. Le « touche pas à mon business » côtoie le « touche pas à ma (future) bagnole ». Tous ces intérêts n'auraient évidemment pas à être bridés pour quelque raison que ce soit, fût-ce la survie de l'humanité. *L'hubris* – la démesure chez les anciens Grecs – a encore de beaux jours devant elle.

## Il fallait le dire tout de suite : l'économie d'abord, l'humanité et la nature ensuite, et tant pis pour le principe de précaution !

Le 6 octobre 2015, Nathalie Kosciusko-Morizet, membre en vue du parti Les Républicains (ex-UMP), avait traité les climatosceptiques de « connards » au Grand Journal de Canal+. Deux semaines plus tard, elle avait courageusement réitéré sur BFM TV. Pour une élue de droite, son geste mérite d'être salué par les écologistes. Mais sa franchise avait courroucé l'un de nos pires polémistes, le philosophe et juriste Drieu Godefridi, membre du très libéral Institut Hayek<sup>5</sup>. Plutôt que de discuter du réchauffement même, il fustige le Giec, qu'il accuse d'entorses à la démarche scientifique et de tentative de mettre la politique sous la tutelle de la science. Selon lui, « des dizaines de milliers de scientifiques de par le monde questionnent la scientificité des rapports du Giec ». Ah bon ? Où sont-ils ? Le philosophe confus aurait « démontré que le Giec est une organisation politique de part en part »<sup>6</sup>. Il devrait lire un de ses prédécesseurs, Hans Jonas, qui avait parfaitement évalué la question : « *La philosophie [NDLR : donc la politique] ne peut aborder sa nouvelle mission qu'en gardant le plus étroit contact avec les sciences de la nature, car elles nous disent ce qu'est le monde corporel avec lequel notre esprit doit conclure une nouvelle paix* »<sup>7</sup>. Le Giec est une organisation avant tout scientifique (dans les groupes 1 et 2) qui émet aussi des recommandations politiques aux décideurs (dans le groupe 3), et c'est très bien comme cela. M. Godefridi nous apprend également que l'organisme onusien est voué à la décroissance. Si seulement c'était vrai, si D(r)ieu pouvait être tout-puissant ! Il ajoute que la décroissance est une « *idéologie ultra-minoritaire et authentiquement anti-humaniste* ». Les décroissants n'ont rien contre l'humanisme, sauf quand on l'assimile au prométhéisme, la domination totale de l'homme sur la nature. Nous demandons donc au sophiste hayekien de revoir sa copie et de réfléchir, par exemple, à la notion jonasienne d'« *humanisme bio-centré* ».

Parité oblige, passons à Anne de Marcillac, nouvelle égérie climatosceptique et obscure ingénieure agronome en mal de distinction, qui était tombée elle aussi sur le râble de la pauvre NKM<sup>8</sup>. Contrairement à M. Godefridi, elle ne discrédite pas trop les travaux du Giec, les citant même à certains endroits. Mais, comme lui, sa première tactique est d'abord de prétendre que les climatosceptiques, « *cela fait beaucoup de monde* »... alors qu'ils sont franchement minoritaires. Comme ces politiques qui sautent de joie en annonçant que le chômage a reculé de 0,2% au trimestre dernier, Mme de Marcillac se réjouit que les températures stagnent depuis 1989. Ouf, on est sauvé ! Partant de cette désinformation, elle en conclut naturellement qu'« *il n'y a pas péril en la demeure, s'agissant du climat* ». Revoici l'optimisme irréaliste qui en appelle néanmoins à la « *rationalité* » qu'il faudrait appliquer à une « *science encore jeune* ». De plus, notre agronome affectionne l'économie : « *Ce qui serait aujourd'hui foncièrement malhonnête, voire irresponsable, serait de poursuivre dans cette voie comme si de rien n'était, compte tenu des conséquences économiques d'une telle approche* ». Il fallait le dire tout

de suite : l'économie d'abord, l'humanité et la nature ensuite, et tant pis pour le principe de précaution, pourtant minimal et inadapté aux enjeux, mais encore trop contraignant à ses yeux<sup>9</sup>. Et bien sûr, on devine que la malhonnêteté et l'irresponsabilité se trouvent chez les écologistes, les climatologues ou les politiques, en aucun cas chez les entrepreneurs.

Comment tenir sa position face à ces attaques répétées ? La théorie du « *catastrophisme éclairé* » de Jean-Pierre Dupuy nous y aide<sup>10</sup>. Tenir la catastrophe absolue pour certaine est paradoxalement ce qui pourrait l'éloigner de nous. Inversement, la refouler ou la nier est le plus sûr moyen qu'elle adienne. Mais nous avons un problème avec nos croyances. Nous ne croyons pas ce que nous savons grâce à la recherche scientifique (merci au Giec, entre autres). Pourtant, « *notre avenir climatique, donc notre avenir tout court, dépend au moins autant de mécanismes cognitifs de formation des croyances que des lois physico-chimiques qui régissent les phénomènes hydrologiques ou ceux de la haute atmosphère* »<sup>11</sup>. Dupuy ajoute que notre incapacité à penser est structurelle et que nous avons tort de compter sur la technique pour remédier aux processus irréversibles (à l'échelle humaine) qu'elle-même a déclenchés dans la nature. Quelle leçon en tirer dans notre cas ? Bien que les travaux du Giec, parce que scientifiques, soient sujets à discussion ou à réfutation, nous devons *a priori* les tenir pour vrais pour tenter d'enrayer la mégamachine infernale. Jonas disait qu'il vaut toujours mieux, question de prudence, accorder sa préférence aux hypothèses pessimistes. Bien que plus tolérée que l'erreur de type I (tenir pour vrai ce qui est faux), l'erreur de type II (tenir pour faux ce qui est vrai) est une erreur conceptuelle aussi grave, qui peut avoir des conséquences pratiques désastreuses. Pour cette raison, c'est bien plus qu'une erreur : une faute. Une demi-vérité peut parfois être utile pour nous sortir d'un mauvais pas, même si le malheur redouté ne survenait pas. C'est du pragmatisme. Tactiquement, Cassandre a toujours raison.

**Bernard Legros**

(1) Jean-Pierre Dupuy, *Petite métaphysique des tsunamis*, éd. du Seuil, 2005, p. 102.

(2) Qu'il vaudrait mieux, dans certains cas, appeler « *négationnistes du climat* ». Cf. note suivante.

(3) Florence Leray, *Le négationnisme du réchauffement climatique en question*, éd. Golias, 2011, p. 50.

(4) Emmanuel Roux, *George Orwell, la politique de l'écrivain*, éd. Michalon, 2015, p. 59.

(5) <http://www.lalibre.be/debats/opinions/non-nkm-les-climato-sceptiques-ne-sont-pas-des-connards-5614ca8335700fb92f71a150>.

(6) Quel rôle M. Godefridi tolère-t-il finalement pour la science et la politique ? Il me semblait, quand on est hayekien comme lui, que ni l'une ni l'autre ne devait venir perturber l'ordre spontané du marché (ou catalaxie)...

(7) Hans Jonas, *Pour une éthique du futur*, éd. Rivages Poche, 1998, p. 53.

(8) <http://www.latribune.fr/opinions/tribunes/lettre-ouverte-des-connards-de-climatosceptiques-a-madame-kosciusko-morizet-514237.html>.

(9) « Comme le sacré avant elle, l'économie est en train de perdre aujourd'hui sa capacité de produire des règles qui la limitent », in Jean-Pierre Dupuy, *L'avenir de l'économie*, éd. Flammarion, 2012, p. 61.

(10) Cf. Jean-Pierre Dupuy, *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain*, éd. du Seuil, 2002.

(11) Ibidem, p. 117.

## PAUVRE, PAUVRE, PAUVRE COMMISSAIRE

Un certain commissaire a été frappé à la tête en fin de manifestation syndicale, le 24 mai 2016. La presse est unanime, indignation à tous les étages... Une autre réalité n'apparaît nulle part, par contre : celle de centaines ou milliers de personnes non disposées à pleurer ce jour-là, pour le dire sobrement... Les réfugiés afghans brutalisés par les hommes de cet individu, saisis à la gorge par ses propres mains ; les centaines de personnes arrêtées et menottées à terre ces dernières années, avec pour seul tort d'avoir marché pour aller manifester et exprimer une opinion ; les passants sur le trottoir, embarqués avec les manifestants ; les militants du Camp No Border, arrêtés dans le métro ou à la sortie de Tour et Taxis, avant même d'avoir pu rejoindre la manifestation ; les poursuivis jusque dans les toilettes de cafés, pour être emmenés, etc., etc. Les insultés, les menacés, les frappés, toutes et tous ont eu une pensée émue pour le commissaire le 24 mai.

Avant le coup fatal, tout le monde a bien vu avec quelle jubilation il joue au superhéros violent, sans aucune protection : pas un mot dans la presse ! Aucun mot sur ses multiples convocations au Comité P ! Une presse qui, si elle faisait son boulot, reprendrait aussi les mots d'une parlementaire exposant différents actes portés vers des manifestants, abondamment insultés et pour lesquels le commissaire « *Vandersmissen a fait le tour des cellules masculines, accompagné de collègues, et menaçant les détenus masculins avec une matraque en leur laissant le 'choix' entre des coups et la sodomie. Jeudi, un premier policier masculin, au cours d'une arrestation, a baissé le pantalon d'une manifestante. Ensuite, avec des collègues, il l'a menacée de lui 'faire sa fête', de 'se la faire'. C'était donc une menace de viol. Cette attitude inacceptable a manifestement servi d'exemple, puisque plusieurs femmes interpellées le vendredi ont été privées de leur pantalon et copieusement menacées. Elles n'ont pu le récupérer qu'au moment de leur libération, après avoir dû se mouvoir sous les quolibets et les remarques sexistes des policiers masculins* ». (Question parlementaire de Zoé Genot à la ministre de l'Intérieur Annemie Turtelboom, le 5 octobre 2010. <http://www.zoegenot.be/En-marge-de-l-Euro-manif-et-du-No.html>).

Nous ne savons pas si ce type de faits relatés à la Chambre ont ému un peu, beaucoup, à la folie ou pas du tout les parlementaires, mais force est de constater que cinq ans plus tard le commissaire est toujours en poste.

Puis un jour, bin PAF ! Quant aux pontes de la FGTB, évoquant une exclusion du militant propriétaire de la main de fin de manifestation, ils feraient bien de se pencher quelque peu sur l'histoire syndicale, et se souvenir de quels types de mouvements sociaux sont issues leurs organisations. La presse, elle, a une fois de plus raté une occasion de faire son travail sérieusement : elle a avec certitude annoncé l'exclusion du militant syndical de son organisation. Or, membre il était, membre de la FGTB il reste bien aujourd'hui.

**Gérald Hanotiaux**

# NON-ASSISTANCE À PERSONNES AFFAMÉES

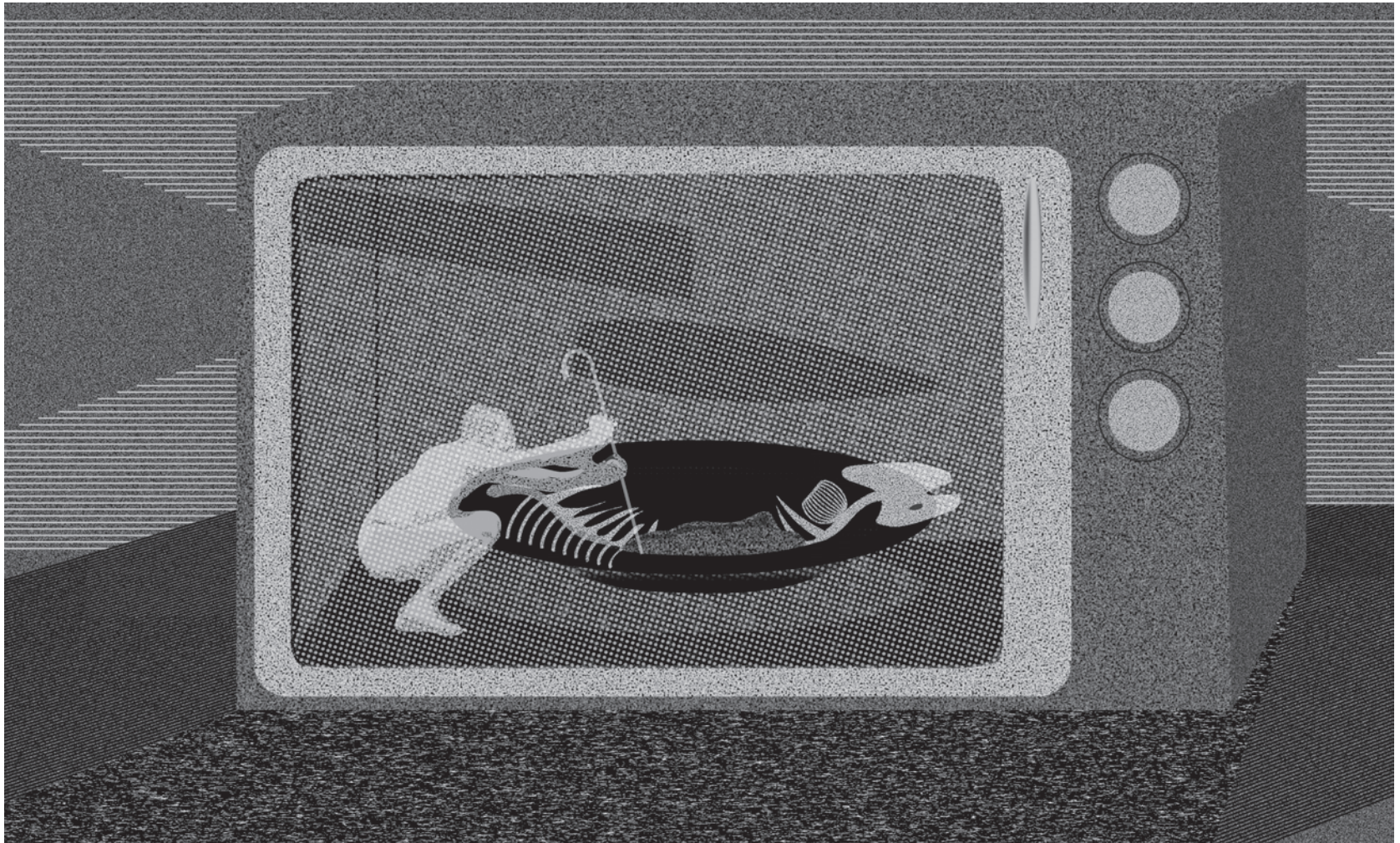


Illustration: Sophie Legrelle

Monsieur le Directeur,

Nous avons le plaisir d'écrire ces quelques mots  
Au fond du désespoir, du fond du réfectoire  
De votre maison de repos où on ne fera pas de vieux os  
Bonne idée que cette enquête de satisfaction  
Nous voulons profiter de cette belle occasion  
Pour faire connaître les raisons de notre dépression  
Et vous entretenir de la question de la nutrition

Chaque jour les repas qu'on nous sert ne passent pas  
Chaque matin, chaque midi, sandwiches à la farine  
Café filtre réchauffé et capsule de faux lait  
Fruits sans vitamines aussi fades que les tartines  
Cracottes que personne n'aime, biscuits aux OGM  
Flan à la gélatine et jambon aux hormones  
C'est ainsi qu'on bichonne notre santé dans ce home

Vient la fin de journée, les flocons de mousseline  
L'odeur de vos cuisines qui infecte nos narines  
Comment voudriez-vous qu'on soit dans notre assiette ?  
Conserves de légumes, raviers sous cellophane  
Plats mal décongelés, aliments en barquettes  
Le dégoût, l'amertume, à petit feu nous fanent  
L'envie part en purée, la vie part en sucette  
On s'éteint comme des vieux en manque de soins

Certes, nous sommes des papys  
Aux pensions pas très grasses  
Mais d'ici à ce qu'on trépassse  
Il nous reste des papilles  
Or jamais nous n'avions mangé  
Aussi mal de toute notre vie  
C'est pourquoi vous trouverez  
Notre plainte pour non-assistance  
À personnes affamées

Monsieur le Directeur,

Pour calmer notre fronde  
Notre mauvaise humeur chauffée au micro-ondes  
Nos commentaires grognons, une nouvelle rébellion  
Il vous suffit de suivre nos revendications  
Retirez notre santé des sociétés auxquelles  
Par nonchalance sans doute vous l'avez sous-traitée  
Qu'on cesse de nous servir du dimanche au samedi  
Des menus identiques qui finissent en coliques  
Et dont nul cuisinier ne saurait être fier  
Sauf à vouloir ramasser à la petite cuiller  
Nos corps mous, encore tièdes, comme ces substances austères  
Qui ont toujours le goût stérile de la clinique  
Celui de la fourchette, des couverts en plastique  
La saveur du gros sel, du savon, de la javel

Qui nous coupe l'appétit, qui nous anéantit  
Nous tenons au contraire à toutes nos facultés  
Système immunitaire, plaisirs alimentaires  
Élémentaire, c'est une question de dignité  
Ce questionnaire est l'occasion d'en témoigner  
Et comme, moins que quiconque, nous n'avons de temps à perdre  
Nous vous laissons deux semaines pour y remédier

Veuillez recevoir, Monsieur le Directeur  
L'expression de nos salutations éccœurées.

**Gwenaël Breës**

# LA DÉMESURE CONTRE LE BIEN COMMUN

La référence aux vertus des petites et moyennes entreprises apparaît de plus en plus souvent dans les discours des décideurs eu égard aux avantages qu'elles présentent en termes d'emploi et d'enracinement territorial. La prise en compte de la dimension humaine dans les choix politiques et économiques est elle aussi largement vantée, sans oublier l'antienne du développement durable. Pourtant, l'actualité récente montre bien que les réalisations et les projets concrets célébrés par les responsables politiques et la grande presse ne s'inspirent guère de ces belles considérations.

Vous aurez sans doute appris récemment, c'était le 12 mai dernier, que l'*Harmony of the seas* venait d'être livré en grande pompe à son commanditaire, la société états-unienne *Royal Caribbean Cruise Line*, par les chantiers STX France de Saint-Nazaire. L'*Harmony of the Seas* est le plus gros paquebot du monde et, à ce titre, salué avec une grande fierté, par la presse française, comme fleuron du savoir-faire national.

Il est vrai que ce paquebot peut accueillir 6 296 passagers avec un équipage de 2 384 membres. Il offre à sa clientèle, pour ses croisières dans les Caraïbes ou en Méditerranée, une multitude de services et de loisirs : 25 restaurants, 4 piscines, 2 murs d'escalade, 3 toboggans aquatiques, 2 théâtres, 1 patinoire, 1 parc naturel (!), 1 minigolf et une série d'autres divertissements pour consommateurs compulsifs de loisirs en tous genres. Son coût approche 900 millions d'euros. Avec les perspectives évoquées pour le marché de la croisière (selon les spécialistes du secteur, 24 millions de personnes devraient embarquer en 2016 pour sillonner les mers de ce monde), cette dépense pharaonique est prévue comme rentable après quelques années de fonctionnement.

Le marché de la croisière de luxe est, paraît-il, appelé à un grand avenir. L'armateur MSC croisières (n° 2 mondial du transport de conteneurs) convaincu par le savoir-faire français, a annoncé le 6 avril, lors d'une réception à l'Élysée, en présence du président (socialiste) François Hollande, la commande de 4 paquebots au chantier de Saint-Nazaire (un contrat de 4 milliards d'euros). Il faut rappeler ici que l'État français détient depuis 2008, 33,4% du chantier, contre 66,6% appartenant au groupe coréen STX Shiftbuilding.

Ainsi, le gouvernement français pourra s'enorgueillir d'apporter une contribution importante à un projet social d'envergure : démocratiser les vacances de luxe (selon les propos du directeur de MSC croisières). La compatibilité de ce type de paquebot avec la protection des écosystèmes côtiers destinés à les accueillir n'est évidemment pas commentée, pas plus que le pavillon de complaisance des Bahamas, lequel permet de casser les prix en exploitant l'équipage et en échappant à l'impôt.

À ceux qui insinueraient que la démesure caractérise nos voisins français et ne nous atteindrait pas, je leur propose de se pencher sur un très charmant projet bien belge celui-là : le projet d'élevage de poulets dans le village d'Othée, près de Liège. Il s'agit de construire un poulailler industriel de

39 600 poulets. Vous avez bien lu 39 600 et non 40 000 ; la précision est d'importance, car le seuil de 40 000 exige une étude d'incidence. Ce type d'élevage (il est plus correct de dire usine à viande) où chaque animal dispose d'un espace confortable de quelques dm<sup>2</sup> pour se dégourdir les pattes a tout pour plaire : pollution atmosphérique, pollution des eaux, pollution des sols... qualité médiocre de la chair de ces malheureux animaux. Sans oublier le point le plus grave : l'utilisation massive d'antibiotiques et de coccidiostatiques<sup>(1)</sup> qui fait de ces usines le terreau idéal de développement de bactéries multi-résistantes et menace ainsi gravement la santé publique.

Il me reste à signaler que le « futur » exploitant envisage clairement une extension à terme du dit « élevage ». La démesure ayant par définition horreur des limites, l'objectif des 120 000 poulets est déjà évoqué.

Mais la démesure n'est pas, comme certains le croient, le seul fait d'un capitalisme débridé et irresponsable, cautionné par des politiciens complices. Elle est aussi bien présente dans la tête des responsables politiques en quête de réalisations prestigieuses ou tout simplement convaincus par les arguments des économistes en cour.

Le projet de la mégaprison de Haren, au nord de Bruxelles, est une illustration saisissante de ce syndrome (voir à ce propos le dossier n°19 de Kairos : « contre la prison de Haren et toutes les prisons modernes »). Comment expliquer autrement l'entêtement de l'État belge dans ce projet qui vise à construire, en partenariat avec un consortium d'entreprises privées (Cafasso), la plus grande prison du pays ?

Dans le domaine des politiques publiques, le secteur des transports est un de ceux qui suscitent le plus de controverses depuis de nombreuses années. La SNCB, mise sous pression financière selon une logique de rentabilité discutable, a de plus en plus de mal à assurer correctement le service que les usagers sont en droit d'en attendre.

Pourtant, dans le même temps, des sommes colossales ont été consacrées à une politique des grandes gares dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle ne répond pas aux préoccupations des usagers. À Liège, une gare dont l'esthétisme architectural a été salué unanimement s'avère, pour les usagers quotidiens, fort peu confortable alors qu'elle a constitué un gouffre financier pour la SNCB.



Illustration : Marion Barraud

Mais, le projet le plus contestable, et le plus contesté, est celui de la gare de Mons ; un projet d'ampleur sans précédent pour un coût évalué à plus de 250 millions d'euros. Il faut rappeler que le budget initial (2006) était de 37 millions d'euros. Parler de gigantisme à ce sujet est légitime. À tout le moins, on peut affirmer qu'il s'agit d'un projet démesuré. Quand on voit l'état de délabrement voire d'abandon dans lequel se trouvent la plupart des gares du réseau wallon, il y a de quoi s'indigner.

## CONCLUSION

Les différents cas de démesure manifeste mis en évidence ont des caractéristiques communes. Aucun n'a pour objectif de servir la population ; aucun n'est conçu dans une perspective de durabilité à long terme. Il est à prévoir pour chacun de ces projets d'énormes difficultés dans un avenir proche à répondre aux objectifs pour lesquels ils ont été (mal) conçus. L'autre caractéristique commune est leur financement public, total ou partiel.

- La construction de paquebots géants ne pourrait avoir lieu à St Nazaire sans la participation de l'État français ;
- Les usines à viande ne peuvent être rentables qu'en leur concédant des exigences sanitaires minimales. On n'oubliera pas les subsides publics alloués par la politique agricole commune ;
- Les deux derniers cas (prison et gare pharaonique) ont comme principale caractéristique de se financer par l'argent public alors qu'ils vont à l'encontre frontalement de l'intérêt général.

Il est plus que temps d'ouvrir les yeux sur une réalité longtemps occultée par les économistes : la grande taille d'un projet assure souvent le prestige de son concepteur, mais plus souvent encore elle entraîne des déséconomies d'échelle qui, à terme, compromettent son fonctionnement. Dans l'esprit de l'économiste britannique Ernest Friedrich Schumacher, je pense que « small is beautiful ». En français dans le texte, rien ne vaut un projet, une réalisation, une organisation voire une institution, à taille humaine.

Paul Lannoye

(1) NDLR Un coccidiostatique aussi appelé anticoccidien est un médicament utilisé pour le traitement de la coccidiose, maladie qui est due à un protozoaire, Eimeria qui affecte la santé des volailles.

# INTERNET: ANGE OU DÉMON? ET SI LA QUESTION ÉTAIT AILLEURS...

La revue Silence avait bien tenté de le faire: un numéro de leur revue sans utiliser internet et sans aucune référence à un site ou un courriel<sup>1</sup>. La rédaction voulait ainsi poser la question de la non-durabilité du web qui utilise une énergie énorme, que ce soit dans la fabrication des machines, le stockage des données ou les échanges sur la toile. Cette question porte toutefois en elle une ambivalence qui lui est inhérente: internet permet un partage de connaissances hors des circuits marchands et rend donc possible la lutte. Rencontre avec Matthieu Liétaert, auteur de l'ouvrage *Homo Coopérans 2.0 – Changeons de cap vers l'économie collaborative* (Éditions Couleur Livres), cofondateur de l'habitat groupé L'échappée, à Bruxelles, et de la coopérative Bees-Coop.

**Matthieu Liétaert:** En premier lieu, dans quel sens ce livre t'a-t-il intéressé? Dans quel sens as-tu envie d'en parler?

**Kairos:** Eh bien, c'est parce que tu m'as demandé d'en parler [rires]. Non, et bien justement c'est parce que nous posons souvent la question des alternatives dans Kairos, et, bien sûr, c'en est une!

Suite au film *The Brussels Business* que j'ai fait sur les lobbys<sup>2</sup>, je me suis demandé ce que cela allait vraiment changer après avoir été consommé comme de nombreux films. Surtout, j'entendais le tic tac de l'horloge, comme bon nombre je voyais le mur se rapprocher. Pendant ce temps-là, je me suis alors lancé dans la création d'un petit cohabitat<sup>3</sup> avec 30 adultes et 15 enfants en plein cœur de Bruxelles. C'était un premier pas pour retrouver un aspect local, que je recherchais déjà en réaction à cette question européenne, actuellement dominée par la croissance et l'économie traitée dans le film.

J'avais le sentiment que je ne pouvais pas bouger grand-chose alors que si je m'activais au niveau de ma rue, de mon habitat, je pouvais réaliser énormément de projets. Et alors que nous avançons sur ce cohabitat, je me suis rendu compte que, malgré les crises que nous affrontons, et sans doute en lien direct, il y avait une explosion d'alternatives qui avaient été possibles grâce à l'outil Internet. Le foisonnement que nous voyons autour de nous aurait en effet été inconcevable il y a 15 ans.

**Mais donc, cette réflexion est quand même d'abord liée à ton expérience dans la construction d'un projet de cohabitat?**

Il est clair que cette expérience nous rappelle qu'ensemble on est plus forts. Et en plus, on se marre plus. Aucun doute. Ça nous rappelle par ailleurs qu'au niveau de la rue, il n'y a pas de politicien et nous sommes tous présidents dans un sens. On n'est pas dans cette démocratie de la représentation où il faut toujours élire quelqu'un, nous sommes tous élus. Tous responsables. C'est un espace politique très intéressant et paradoxalement très peu exploité. Je pense qu'il n'y a pas vraiment de démocratie directe aujourd'hui, mais c'est là où on pourrait la mettre en pratique de manière relativement facile.

Il est temps de se réapproprier nos quartiers, de recréer des espaces de décisions et d'échanges

pour résoudre des problèmes pratiques des gens: doit-on vraiment payer des crèches privées à 700 euros par mois ou peut-on s'organiser entre voisins? A-t-on besoin d'aller faire nos courses, isolés, comme des «individus», ou ne pouvons-nous pas nous mettre ensemble et négocier avec les producteurs locaux? A-t-on besoin d'une voiture individuelle 24h/24 ou ne pouvons-nous pas les utiliser en groupe? Avons-nous besoin de notre propre foreuse, ou ne pouvons-nous pas nous les échanger? Les thématiques sont infinies au niveau d'une simple rue et une union offrant des résultats pratiques intéresserait le plus grand nombre dans un monde atomisé et presse-citron.

**C'est super intéressant, justement Alex (rédacteur en chef de Kairos) me parlait de ça. Il y a une organisation qui est en train de mettre ça en place, une coopérative pour les outils, je ne sais pas si tu en as entendu parler?**

Oui. En tout cas, toutes les semaines, tous les mois on va voir de nouveaux exemples très pratiques de ce type. Si tu as quelqu'un qui dit «*Hé! on a tous des gosses, pourquoi on ne ferait pas un truc tous ensemble? Faire une crèche de quartier par exemple?!*». On dépasse la simple théorie. On se met ensemble, on teste l'idée en pratique! Et grâce à internet, ça va très très vite! Une communauté se crée, une masse critique se dessine, elle lance un *crowdfunding*, parfois ça plante, mais parfois ça démarre... Et ça, pour moi, c'est intéressant, parce qu'on a donc des «start-ups» qui débarquent, mais pas dans le sens business. Ce sont au contraire des *coop-ups* qui pour beaucoup apportent quelque chose de sociétal au-delà de la viabilité économique, un esprit de coopérative.

**Mais donc... Tout est quand même lié à internet, là-dedans? C'est internet la clé du système?**

Je vais juste nuancer et répondre en deux temps pour expliquer qu'internet est certes utile, mais ce n'est qu'un outil. En tout premier lieu, ce sur quoi il faut vraiment insister c'est la coopération entre êtres humains. C'est pour ça que j'introduis le livre comme ça, car elle existe depuis 2 millions d'années. Notre espèce n'aurait jamais pu survivre sans la coopération; je me base là sur les travaux de Kropotkine<sup>5</sup> qui attaquait, il y a un siècle, la théorie de «la survie du plus fort» de Darwin, pour montrer que ce n'est pas le plus fort qui survit mais ceux qui s'entraident. Et ce n'est qu'au XXe siècle, là, tout d'un coup, après l'industrialisation, la nécessité d'écouler des marchandises sur le marché, qu'apparaissent les notions d'individu, de salariat et que notre société finit par perdre complètement cette notion d'entraide. Nous devons nous réapproprier l'entraide dans un monde hyper-individualisé, atomisé.

Le deuxième élément de ma pensée est qu'internet peut en effet nous aider. J'y crois de plus en plus chaque jour. Au XXe siècle on a eu vu que la solution du tout-État a mené à d'énormes dérives, tout comme le tout-Marché qui domine actuellement. Nous voyons depuis 10 ans une nouvelle alternative se dessiner devant nous où une forme de coopération se recrée grâce à internet. Le tout étant de plus en plus optimal, en temps réel et en mode pair-à-pair, c'est-à-dire sans intermédiaire.

**Peux-tu donner un exemple concret?**

Prenons les Sels, les systèmes d'échanges Locaux. Il y a peut-être 10 ans, j'ai participé à quelques réunions et le truc était tellement inefficace, que les réunions interminables m'ont vite découragé alors que la masse critique ne se faisait pas voir. Aujourd'hui, grâce à internet, tu peux savoir ce que ton voisin a comme ressources en temps réel, tu peux appuyer sur un bouton et connaître les ressources citoyennes disponibles dans tout ton quartier. En un seul clic, tu peux participer à toute une série de groupes actifs en ligne! En ce sens, internet nous offre des outils pour redynamiser de nombreux mouvements sociaux afin de les rendre plus efficaces. C'est pour cela que j'ai appelé le livre *Homo Cooperans 2.0*: on n'a rien inventé, mais internet apporte un nouveau souffle. Cet outil nous donne un réel potentiel de reprendre le contrôle, face à la mainmise du Marché et de l'État. Dans de nombreux secteurs, nous avons vraiment une alternative qui pour la première fois devient concrète, et donne des résultats pratiques, utiles, entre citoyens.

**Si on veut mettre ce principe de coopérative en place et qu'on veut que ça marche, est-ce qu'un des points de départ, ce n'est pas justement de remettre aussi en question la manière dont internet est consommé?**

Commençons par prendre le cas de l'eau. Si tu as une utilisation modérée de cette ressource, le prix au m<sup>3</sup> est au plus bas. Alors que si ta consommation devient extravagante, le prix au m<sup>3</sup> se met à monter en flèche. On peut en comprendre la logique.

Or, si nous prenons à présent le cas d'internet, on remarque le contraire! Au plus tu consommes du Gigabit, au moins il va te coûter. Si tu en consommes peu, tu le paieras proportionnellement beaucoup plus cher... La question de l'énergie et l'impact environnemental derrière internet n'est pas du tout affrontée aujourd'hui. Il serait utile de repenser l'usage du «*personal computer*», le PC, en termes coopératifs, tout comme les voitures, les vélos, les foreuses.

**Sauf que tu as quand même beaucoup de boîtes comme airbnb, uber ... qui fonctionnent sur le principe que tu l'aies tout le temps avec toi! On est au temps de l'internet mobile, de la connexion instantanée et permanente, non?**

Il est selon moi clair que la manière dont on utilise internet aujourd'hui est problématique, comme la plupart des choses qu'on consomme dans notre société! Le truc, c'est qu'il y a peut-être des priorités à faire en ces temps de résistance. Prenons les GASAP et les AMAPs. Ils sont en train de lancer une application pour faire face à des start-ups capitalistes comme «La ruche qui dit oui», qui viennent d'arriver sur le marché, avec d'énormes capitaux, et qui sont en train de gagner du terrain à une vitesse impressionnante grâce à une application bien foutue. Les AMAPs et les GASAPs ne sont pas restés les bras croisés et ont développé leur propre application. Cela veut dire qu'une vieille association qui depuis 15 ans travaille dans tous les quartiers de Belgique et de France pour mettre en relation des consommateurs et des agriculteurs locaux, se dit qu'internet peut lui permettre d'optimiser leur logistique et de mieux rencontrer les besoins des gens.

**C'est un peu comme Kairos, en fait. Là, on est en train de développer le site, on met un peu de temps parce qu'on n'a pas beaucoup de res-**

**sources. Mais si on n'a pas de site, si on n'a pas de newsletter, on est dépassé par les autres et finalement on n'entend pas parler de nous. Le schmilblick c'est dans un sens de rester cohérents, en gardant nos valeurs tout en restant ouverts aux changements autour de nous. Selon toi, internet demeure un outil un peu particulier qui permet aux groupes locaux de se renforcer sans que les grands groupes puissent lui mettre la main dessus?**

Pour le moment, il est clair que c'est un immense terrain d'expérimentation où tout le monde bidouille. Les grands comme les petits. La révolution technologique est trop grande pour que l'État, les Entreprises ou les Mouvements sociaux puissent comprendre vraiment ce qu'il se passe. Il est clair aussi que sur internet, tu as le pire et le meilleur... Il est même encore plus clair qu'internet est dans sa phase d'adolescence et qu'on n'a encore rien vu. Facebook, YouTube, Wikipedia n'ont pas plus de 10 à 15 ans. Et pourtant, certains se sont déjà créés des monopoles transnationaux. Du jamais vu! Que faire alors? Il y a un mouvement international en pleine croissance, qui vise à la création de coopératives digitales pour remplacer des Facebook, Airbnb, Uber, Blablacar et autres. C'est ce que prône le «Platform cooperativism» ou le mouvement des coopératives de plateformes, lancé par Trebor Scholz et Nathan Schneider à New York en novembre 2015 et qui rassemble de plus en plus d'administrations publiques locales qui en ont assez de la mentalité destructrice de la Silicon Valley. Et donc oui, internet n'est qu'un outil, oui il y a des problèmes quand on pense aux données personnelles et autres, mais c'est quand même incroyable de voir la manière dont il permet aux mouvements sociaux de se réapproprier leur alimentation, leur média, leur communication, leur organisation, leur temps et connaissances. Ces prochaines années vont être le terreau d'incroyables créations, en lien avec l'existence d'internet.

**Toutes ces questions-là, je les pose parce que je trouvais justement intéressant de voir comment tu défends une technologie qui est fort contestée dans certains milieux alternatifs, résistants et qui en même temps l'utilisent énormément.**

Tu te souviens, au MPOC (mouvement politique des objecteurs de croissance) il y a 7 ans? On parlait pendant des heures de la nécessité ou pas d'avoir un forum sur internet. Il y avait un débat: «comment est-ce qu'on va dialoguer entre nous si on peut tout faire en ligne?» On s'est pris la tête pendant plusieurs semaines à discuter: «oui», «non», «peut-être que tu as raison»... Aujourd'hui, ce genre de discussion n'a plus lieu, car un forum sur Internet n'a pas tué le débat entre nous *in vivo*. La radio n'a pas tué l'histoire autour du feu. Internet est un complément pas un prédateur.

Après, voir comment on l'utilise, je suis d'accord qu'il faut y passer du temps! Internet, ça pompe des ressources, donc on ne peut pas l'utiliser n'importe comment et il faudra mettre des limites. La question de savoir si Internet ou les Réseaux sociaux sont utiles ou pas ne devrait plus se poser. 80% des gens utilisent internet en Europe, et presque autant les réseaux sociaux. Que pouvons-nous y faire? Par contre, la vraie question à se poser est de savoir comment utiliser ces outils pour faire avancer le schmilblick.

**Je pense qu'il faut remettre en question certaines problématiques tel que l'impact environnemental d'un email. À partir du moment où tu as un ordinateur et que tu utilises internet, est-ce que ça a du sens de se poser encore des questions sur la consommation d'un mail?**

Je pense que ça a bien évidemment du sens de garder un œil critique sur tout ce que nous faisons. Toutefois, il faut également évaluer l'énergie qu'on veut mettre ou perdre pour pousser le bouchon. Quand on était ensemble au MPOC, je trouve que le bouchon, il allait un peu trop loin, une fois, et non

tion, c'est également une arme de production, une kalachnikov communicationnelle non violente! De tous les temps, aucun militant qui aspirait à changer le monde dans lequel il vivait n'a eu d'arme aussi puissante entre ses mains! Alors qu'est-ce qu'on en fait de cette arme? Est-ce qu'on fait la révolution avec ou sans? Pour moi, il faut l'utiliser! Aujourd'hui, il n'y a pas de doute, on l'utilise comme un enfant qui découvre son jouet: on tâtonne, on expérimente, on fait des conneries, on se brûle! Les choses vont évoluer. Mais l'arme est là et si on ne veut pas l'utiliser, soyons certains que les autres vont l'utiliser à des fins qui ne sont pas les nôtres...

**On le voit bien avec l'économie collaborative. Une société comme AirBnB a vite fait, à coup de milliards de dollars investis, de s'emparer d'internet pour mettre des citoyens en contact et prendre une commission sur chaque transaction. Comment faire pour assurer une redistribution envers les utilisateurs et non pas entre quelques investisseurs de la Silicon Valley?**

Pour lutter contre ça, il faut justement développer des coopératives de plateformes, c'est-à-dire qu'au lieu d'avoir un Airbnb, on va avoir un «coopbnb». Au lieu d'avoir un «Blablacar», on va avoir un «BlablaCoop». Si certains utilisent notre collaboration pour juste créer un website et encaisser environ 10 à 20% par transaction, pourquoi ne ferait-on pas notre coopérative? Le défi majeur sera de créer des liens entre ces coopératives et de créer notre propre source de financement pour soutenir de nouvelles coopératives. Il faut rester les pieds sur terre, AirBnB sera sans doute encore là et bien présent dans 10 ans. Par contre, nous pouvons créer notre alternative, dans un système parallèle, et le faire grandir peu à peu. Ça, c'est réaliste et déjà en train d'être réalisé.

Regarde Bees Coop, à Bruxelles, le nouveau supermarché, qui se développe, vient à peine de lancer son appel à coopérateurs et a déjà trouvé 500 personnes. Incroyable! D'ici quelque temps, un tel projet pourra en financer d'autres au lieu de continuer à mettre notre argent chez Delhaize, Carrefour & cie. Pareil avec «NewB», la banque coopérative en devenir, forte de 50 000 membres. C'est en soutenant ces acteurs-là que nous pouvons réellement construire une alternative dans les secteurs clés: alimentation, mobilité, finance, logement, temps, connaissance, etc.

Propos recueillis par Pierre Lecrenier

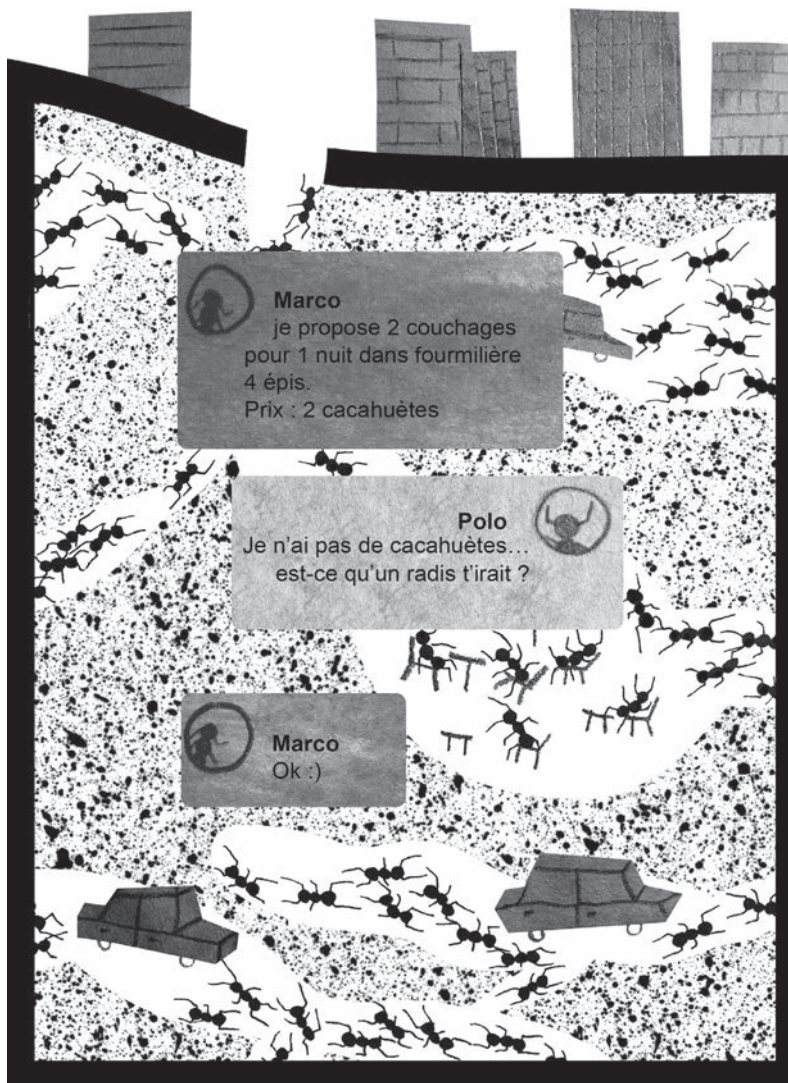
Retranscrits par Véronique Gallez, retravaillés par Alexandre Penasse et Matthieu Liétaert

d'une pipe alors mon gaillard!... Avoir un ordinateur ou pas n'est pas la question. De quel ordinateur ai-je besoin, c'en est une autre: un ordinateur seulement à moi ou en collectif? Une grande marque, ou recyclé, en open source? Pour envoyer des emails, pour regarder internet, pour faire du traitement de texte, un ordinateur tout simple fait dans un repair café ça fait tout à fait l'affaire!

Le débat, il se fait là à mon avis. Comment va-t-on utiliser internet? Comment allons-nous nous le réapproprier pour qu'il nous soit utile, et pas l'inverse. Ce sont deux utilisations complètement différentes!

**Je crois que le débat à poser, notamment avec des gens réticents, c'est: si on devait quantifier les aspects positifs et négatifs, est-ce qu'il n'y a pas beaucoup plus de négatifs sur internet?**

La question est «y a-t-il plus de mauvaises choses sur internet que dans tout ce que je vois qui m'entoure?» La réponse est non. Dans la société européenne autour de nous, tout ce qu'on utilise... même l'eau que je suis en train de boire, j'imagine que cette eau, je ne sais même pas où elle a été produite, si ça se trouve c'est peut-être de l'eau italienne qui est venue avec un camion, a utilisé des litres de pétrole, exploité les travailleurs à l'usine qui la met en bouteille, etc. Et c'est la même chose pour les fringues que j'ai. Je ne sais même pas d'où elles viennent, qui les a produites. Internet s'inscrit dans un système qui s'écroule, qui exploite, et qui est rarement 100% parfait. Toutefois, reconnaissons que l'outil internet est quand même révolutionnaire! Internet, ce n'est pas juste un produit de consumma-



(1) <http://www.revuesilence.net/index.php?mact=News,cntnt01,detail,0&cntnt01articleid=93&cntnt01returnid=109>

(2) Matthieu Liétaert a réalisé le documentaire The Brussels Business (Arte, RTBF) qui nous emmène dans les arcanes du lobbying européen.

(3) *Le Cohabitat, reconstruisons des villages en ville*, Matthieu Liétaert, Éditions Couleur livres, Bruxelles, 2012.

(4) Depuis, Tournevie, service d'emprunt d'outils, a fait l'objet d'une interview dans la rubrique alternative. Voir le Kairos de février 2016.

(5) Pierre (Piotr) Alekseïevitch Kropotkine, né le 9 décembre 1842 à Moscou est un géographe, explorateur, zoologiste, anthropologue, géologue et théoricien du communisme libertaire (voir Wikipédia). Il a notamment écrit *L'entraide, un facteur de l'évolution*, réédité aux Éditions Aden en 2009.

# BRÈVES

## RELANCE À LA SAUCE PATRONALE

Inquiets face aux « nombreux dysfonctionnements de la Belgique », trois patrons – Bernard Delvaux (Sonaca), Johnny Thijs (ex-la poste) et Baudouin Meunier (clinique universitaire UCL Mont Godinne) – lancent un appel dans *le Soir* (18 mai) pour « relancer » notre pays. Partant de constats largement partagés, ils déraillent rapidement quand ils saluent la transformation de la poste en bpost et de Belgacom en Proximus. Leurs thérapies, bien que vagues, doivent « être menées par des équipes d'experts » : « modernisation de la SNCB » (façon Galant?), « mise à niveau de nos routes » (en élargissant le ring?), « traitement de la voiture de société » (en étendant encore plus son usage?). Pour l'énergie, nos grosses têtes misent entre autres sur « l'évolution des technologies ». Mais le pire est leur supplique pour « améliorer la compétitivité de nos entreprises soumises à la concurrence internationale » et pour que l'on s'intéresse de près au « coût du travail ». Ils implorent le gouvernement fédéral de prendre ses responsabilités pour « éviter dans notre pays une remise en question fondamentale de la démocratie ». La belle confusion : c'est justement l'économisme qui remet en question fondamentalement la démocratie. Pour que tout aille mieux sous nos cieux, remettons une couche de néolibéralisme sur les problèmes déjà existants créés par ce même néolibéralisme. Et n'attendons même pas qu'elle sèche pour déposer la suivante !

B. L.

## AGRESSÉE PHYSIQUEMENT PAR L'INDUSTRIE ET DÉCLASSÉE SOCIALEMENT

Les fidèles lecteurs de *Kairos* se souviennent peut-être du dossier situé au cœur de son numéro 5, « Ondes électromagnétiques : un fléau qui rapporte ! », paru en février/mars 2013. (Le texte sur le lobbying industriel « Profession ? Fabricant de polémique ! » est disponible sur le site de *Kairos*, le reste du dossier prochainement).

Plus de trois ans plus tard, il semble que nous n'ayons pas grandement progressé dans la reconnaissance de cette pollution industrielle et de ses effets sur les êtres humains. En effet, une maman de Wallonie, alors qu'elle est agressée par des engins industriels sciemment installés (les antennes d'émission) et disséminés dans l'espace public (les tablettes et autres smartphones) vit en cette année 2016 de nombreux

tracas sociaux et judiciaires. Étant donné qu'elle ressent dans son corps la nocivité des technologies sans fil, elle tente tant que possible de se protéger, ainsi que de protéger ses deux enfants. Malgré ses certificats médicaux, elle s'est vue menacée de perdre la garde de ses enfants, pour de prétendus « troubles psychiatriques » !

Les psychiatres ne lisent-ils donc pas la littérature émanant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)? Après des années de négationnisme des autorités sanitaires sur la réalité des effets biologiques de ces engins, ceux-ci sont en effet depuis un moment décrits dans une définition émanant de l'OMS, publiée en 2006. Elle expose les symptômes de l'« électrosensibilité », en tous points semblables à ce que cette dame ressent. N'écoutez-ils donc pas les alertes scientifiques, telles que celle du professeur Belpomme en France? Pensez-ils donc que des milliers de personnes, présentes dans chaque pays du monde, qui décrivent avec précision le même vécu au contact des technologies sans fil, se sont concertées pour organiser un grand complot anti-industriel? Ou bien sont-ils simplement fans de leur smartphone? Leur addiction à ces engins est sans doute plus puissante que le serment d'Hypocrate auquel ils sont censés être liés. Nous leur conseillons de visionner l'excellente émission de France 3, « Mauvaises Ondes », disponible sur internet, (notamment à cette adresse: [http://videos.next-up.org/France3/Hors\\_Serie\\_Mauvaises\\_Ondes/16\\_05\\_2011.html](http://videos.next-up.org/France3/Hors_Serie_Mauvaises_Ondes/16_05_2011.html))

Cette famille a besoin de soutien, plus d'information ici :

<http://www.teslabel.be/electrosensibilite-ehs/352-electrosensible-jugee-dangereuse-pour-ses-enfants>

G.H.

## SPÉCIALISTES DES CIVILISATIONS MAYAS ÊTRE FÂCHÉS !

Connaissez-vous William Gadoury? Il s'agit d'un adolescent québécois de 15 ans, qui a décroché la médaille d'or dans une Expo-sciences. Il y présentait ses recherches menées durant trois ans, par lesquelles il a réussi à établir un lien entre 117 cités mayas connues et 22 constellations d'étoiles. Son interrogation a démarré par le fait que les Mayas ont construit leurs cités loin des rivières, dans les montagnes et sur des terres peu fertiles. Il devait donc y avoir une autre raison pour choisir précisément ces emplacements... Il a alors imaginé placer les sites archéologiques connus en calque avec les constellations. Ça collait, mais, par déduction, une « anomalie » semblait apparaître, n'existant pas de site Maya en lien avec Orion. Après avoir fouillé internet, il est tombé sur des images de Google Earth datant de 2005 où, après un immense incendie de forêt, des formes géométriques lui laissaient penser

qu'il y avait bien un site maya, inconnu jusque là, situé au Belize. Aujourd'hui, des projets de fouilles auxquelles il serait invité à participer sont en discussion, pour vérifier son hypothèse.

Cette histoire est excitante en soi, mais ce qui est extrêmement amusant, c'est l'intense débat suscité par son travail. Les éventuelles pages Wikipédia ont fait l'objet de joutes animées, certains parlant d'hypothèse fantaisiste, voire même de canular. Alors certes, il faudra du temps pour avoir le fin mot de cette histoire, mais les spécialistes internationaux des civilisations Maya ont-ils du mal à admettre qu'un garçon de 15 ans les ait totalement dépassés! Qu'il ait réalisé entre ses 12 et ses 15 ans une découverte qu'eux n'ont pu faire en des décennies de travaux personnels!

Experts pas contents!

G.H.

## PALME D'OR

Toujours à propos de néolibéralisme, remarquons la Palme d'Or décernée une seconde fois au cinéaste britannique militant Ken Loach (né en 1936) pour *Moi, Daniel Blake*, film racontant les déboires d'un travailleur malade face à la privatisation des services sociaux. À Cannes, la bourgeoisie culturelle condamne parfois les « outrances » du système qu'elle contribue par ailleurs à consolider par son mode de vie fastueux et ses valeurs élitistes.

B. L.

## DEMEURÉS? NON, CONNECTÉS...

Dans les rues de nos villes, on croise de plus en plus de personnes qui parlent toutes seules. Autrefois, c'était parfois déjà le cas mais c'était t en majorité des personnes âgées. Blessées par une vie de tracas, elles ne parvenaient plus à maîtriser leurs pensées et c'est tout haut qu'elles invectivaient le destin ou des interlocuteurs invisibles. On plaignait ces personnes qu'on qualifiait parfois de demeurées.

Mais, aujourd'hui, ce sont des jeunes que l'on entend soliloquer. Quoi que... en étant attentif, on observe qu'un fin fil sort de leur oreille. Ils ne parlent pas seuls: bien que ne conduisant pas un véhicule, ils ont un téléphone portable mains libres. Ainsi, ils sont comme ceux qui parlent dans un objet rectangulaire qu'ils portent à la main. On assiste donc à la multiplication de celles et ceux qui renoncent à rêvasser, à croiser le regard de l'autre, à admirer l'herbe qui pousse entre les pavés, à entendre le pépiement du moineau qui guette la miette tombée. Ils sont occupés, actifs, ils communiquent... Mais à force

d'être en esprit ailleurs que là où se trouve leur corps, sont-ils encore quelque part? Multiples, divisés, ne sont-ils pas victimes de ce que Miguel Bensayag, le psychiatre rescapé des prisons fascistes argentines, et Angélique Del Rey dénonçaient en 2006 déjà dans *Plus jamais seul: le phénomène du téléphone portable?*

La technologie triomphante s'insère donc au cœur de nos relations sociales les plus intimes. Refuser l'envahissement excessif par le GSM, ce n'est pas seulement rejeter la surexploitation de ressources rares, c'est aussi fortifier sa résistance au besoin de satisfaction immédiate de tout désir (ici celui de communiquer) et être capable de concevoir que la solitude fait partie de la vie.

A.A.

## SOCIÉTÉ, TU M'AURAS PAS?

Alors que Renaud sort son dernier album, l'affliction frappe ceux qui voyaient en lui un poète, un pourfendeur de la bien-pensance politicienne et de la connerie; un défenseur des causes justes. En 1988, dans l'album *Putain de camion*, Renaud débutait sa chanson *Triviale Poursuite* par ces phrases: « Question d'histoire d'abord: Où est la Palestine? Sous quelle botte étoilée? Derrière quels barbelés? Sous quel champ de ruines? » En 2016, il chante Hyper Casher, opposant sans recul un « individu cagoulé » « suintant la haine de tous les pores » à « tout ce qui portait Kipa »: « Qu'ils reposent à Jérusalem, sur la terre de leur père »; dans *J'ai embrassé un flic* (oui!), il récidive: « J'aurais pas cru y'a trente ans qu'au lieu de leur balancer des pavés à tour de bras j'en serrerais un contre moi (...) les snipers sur les toits nous faisaient avec leurs bras de grands signes d'amitié et de solidarité ». Effectivement, il n'aurait pas pu s'en douter... en 1981, dans Hexagone, il chantait « La France est un pays de flics, à chaque coin d'rue y'en a cent, pour faire régner l'ordre public ils assassinent impunément »; dans *Où c'est que j'ai mis mon flingue*, il ajoutait: « Y'a pas qu'les mômes dans la rue qui m'collent au cul pour une photo, y'a même des flics qui me saluent, qui veulent que j'signe dans leurs calots. moi, j'crache dedans, et j'crie bien haut qu'le bleu marine me fait gerber, qu'j'aime pas l'travail, la justice et l'armée ». Si ton intelligence a dû être siphonnée par le pastis, cette société t'a bouffé, elle t'a arraché ta poésie, ta rage, ta colère. Elle t'a eu, et c'est bien triste tout cela.

A.P.

# AGENDA

## FESTIVAL ALIMENTERRE DU 15 AU 18 OCTOBRE À BRUXELLES

Le Festival se donne pour but de dénoncer les désordres alimentaires mais aussi de faire découvrir les alternatives et les pistes d'actions vers un système agroalimentaire juste et durable.

Films, débats, ateliers.

Cinéma Galeries  
Galeries de la reine,  
26, 1000 Bruxelles

info: [alimenterre@sosfaim.org](mailto:alimenterre@sosfaim.org)

Également, à d'autres dates, à Liège, Namur, Arlon, Welkenraedt, Ottignies, Louvain-la-Neuve, Charleroi

[www.festivalalimenterre.be](http://www.festivalalimenterre.be)



# PETIT DICTIONNAIRE DE LA NOVLANGUE

IMMERSION AU SEIN DE L'ÉVOLUTION MÉDIATIQUE ET POLITICIENNE DU LANGAGE.

## 1. MIGRANTS

Des statistiques exhaustives manquent, mais dans la catégorie des mots les plus cités dans la presse durant les six premiers mois de 2016, nous devrions trouver en bonne place le mot « migrant ». Avec l'exode humain au départ d'Irak et de Syrie, le glissement s'est opéré et il a fini par s'imposer... *Mayday*: les migrants débarquent!

Notre attention s'est portée vers ce mot en l'entendant soudain sortir de bouches non soupçonnables de complaisance envers les non-politiques d'accueil de l'Europe; et certainement pas suspects d'antipathie pour les Mi... pardon: pour les réfugiés! Voilà bien le problème avec la novlangue, elle est tellement matraquée dans la presse, par les journalistes et les politiciens, qu'elle finit par s'imposer, partout! Parfois jusqu'en nous-mêmes, telle une pollution invasive resurgissant subrepticement au détour d'une conversation animée.

Soyons clairs, nous n'avons rien, mais alors rien du tout, contre des êtres humains qui décident de migrer, de se déplacer pour une raison X ou Y qui ne regarde qu'eux! Si un Bernard Arnauld ou une Odette de la Sainte Exemptée peuvent se déplacer au choix à n'importe quel endroit de la planète, nous ne voyons aucune raison valable pour empêcher qu'un Mamadou, un Aylan ou une Sémira ne puissent le faire également. Cependant, ici, de quoi parlons-nous exactement?

Les êtres humains désignés récemment par le terme générique de migrants n'ont nullement choisi de partir. S'ils le pouvaient, ils y resteraient dans leur maison et sur leurs terres... Seulement voilà:

là-bas, c'est le chaos! Un peu comme le cataclysme bruxellois du 22 mars, mais tous les jours! Sans jamais entrapercevoir le bout du tunnel... Ces personnes fuient des bombardements, de villages et quartiers où parfois quasiment plus rien n'est debout. Ils sont coincés dans des événements sur lesquels ils n'ont aucune prise, n'en peuvent plus, prennent quelques brois dans des sacs, les enfants sous les bras et se tirent, la mort dans l'âme avant de risquer de se la prendre, la mort, sur le coin de la gueule.

Le mot migrant, dans son usage récent, neutralise l'état de besoin manifeste des réfugiés. Le dictionnaire Larousse définit la novlangue comme une « *dénaturation de la réalité* ». Elle est effectivement à l'œuvre ici, car, en résumé: les réfugiés, ils arrivent, avec une demande d'aide légitime. Les migrants, eux, ils débarquent! L'archéologie de la novlangue est souvent difficile à établir, le cheminement de son imposition difficile à creuser, mais elle arrive toujours accompagnée d'un caractère utile. Et cette utilité sert rarement le quidam anonyme, pour se porter plutôt vers celles et ceux qui prétendent gouverner le territoire où elle s'impose.

Le chaos fui par ces personnes résulte grandement des politiques étrangères des pays occidentaux, notamment celles menées depuis un peu plus de dix ans. De plus, les bombardements auxquels ces personnes tentent d'échapper, la Belgique y participe. Oui, notre pays, qui évoque « *la crise des migrants* », a dépensé des millions d'euros là-bas, pour aider à bombarder les territoires dont les populations sont en exode. On ne peut pas accueillir toute la misère du monde, mais on peut la bombarder!

Les avions F-16 belges déployés sur ce terrain consomment dans les 3 000 litres à l'heure, ce qui nous donne environ 8 000 euros l'heure. Oufti. L'opération lointaine a coûté, semble-t-il, 14,55

millions d'euros par mois. Oufti-oui. Ces dépenses mortelles ont été menées en parallèle, par exemple, à une politique d'exclusion de chômeurs du droit à des allocations situées sous le seuil de pauvreté... Par ailleurs, le coût n'est pas seulement financier, lorsqu'on fait la guerre au loin, elle peut éventuellement s'inviter un jour ici, tel un boomerang. Et BOUM le 22 mars, à l'aéroport de Zaventem et dans le métro Maelbeek. Au passage, vous aurez remarqué que la vidéo revendiquant ces attentats a nettement moins circulé que le mot migrant. Les fous furieux présents en Syrie et en Irak y déclaraient clairement: « *Dites-leur de retirer leurs avions, dites-leur de retirer leurs soldats. Et vous vivrez en paix.* »

Sans cette neutralisation langagière des migrants, aurait-il été aussi facile de signer un accord de renvoi des réfugiés vers la Turquie? La communication semble en effet avoir été plus simple que pour un « *accord de renvoi des réfugiés fuyant la guerre et les bombardements occidentaux* »! Nos aïeux ont également fui leurs villages, il y a un peu plus de sept décennies. Nous possédons des images de cet exode, de ces colonnes d'êtres humains fuyant la mort sur les routes de Belgique. Cette phrase insolite pourrait donc aujourd'hui sortir de la bouche d'un petit garçon de sept ans, s'adressant à son arrière-grand-mère de 98 ans: « *Et toi grand-maman, quand tu as dû quitter ton village pour ne pas mourir, tu es aussi devenue une migrante?* » Et cette dernière de répondre: « *Non mon petit, car j'ai arrêté de me déplacer, j'ai été accueillie quelque part. Et quand ça s'est calmé, je suis rentrée.* »

Gérald Hanotiaux

## VU, LU, ENTENDU



### L'HOMME NU

S'il fallait un premier livre, écrit dans un style fluide et clair, pour se mettre au courant du danger totalitaire qui plane sur nos corps et nos âmes, alors ce serait bien *L'homme nu. La dictature invisible du numérique* (éd. Robert Laffont/Plon, 197 p.). Le romancier Marc Dugain et le journaliste d'investigation Christophe Labbé s'inscrivent dans la théorie critique pour mener leur enquête à charge. Car ici pas question de trouver un soi-disant « juste milieu », ils décrivent par le menu les horreurs qui nous attendent ou qui sont, pour certaines, déjà réalité. Les *big data*, ces gigantesques bases de données, permettent l'accumulation infinie d'informations et leur traitement, la surveillance généralisée, la transparence totale, l'élimination du hasard et de la contingence, cela grâce à des algorithmes de plus en plus sophistiqués. Aux États-Unis, les services de renseignement (CIA, FBI, NSA) collaborent avec les GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon), avec la bénédiction de l'État fédéral. Qu'on ne s'y trompe pas: malgré l'émergence d'autres puissances périphériques (les BRICS), la menace politique globale au XXIe siècle vient toujours bien de l'autre côté de la « Grande Flaque ». Il y a la volonté d'en finir avec la démocratie, obsolète et inadaptée au nouvel univers numérique. Êtres vivants et objets sont appelés à s'interconnecter, au nom des trois mots magiques: santé, sécurité, longévité. L'enseignement va se numériser. Les programmes de « sécurisation prédictive » ne visent pas à punir le délit mais l'intention, repérée par des objets « intelligents ». « Augmenter » l'homme par les technologies et abolir la mort, ça se trouve aussi

dans les cartons des big data. Enfin, à l'intention des gens plus terre à terre qu'ils sachent que les emplois dans la classe moyenne vont fondre comme neige au soleil, à cause de l'automatisation. Et sur le plan psychosocial? « *En avançant toujours plus nos attentes de consommateur, en nous saturant d'images pornographiques, en nous distrayant avec des jeux, les maîtres du big data anesthésient sans coup férir l'esprit critique.* » (p. 170) En nous mettant en concurrence avec les ordinateurs, nous sommes perdants d'avance et devenons leurs esclaves. À la fin, les auteurs saluent l'action des hackers, qui tentent, parfois avec succès, de retourner le système contre les maîtres. Mais ils nous préviennent en même temps que résister va devenir de plus en plus compliqué...

B. L.



### INTERNET: CE QUI NOUS ÉCHAPPE. TEMPS, ÉNERGIE, GESTION DE NOS DONNÉES

Alors que les médias versent la plupart du temps dans l'apologie du numérique, dans *Internet: ce qui nous échappe. Temps, énergie, gestion de nos données* (107 p.), la journaliste Coline Tison dé-

critique les facettes de la Toile: ses origines, ses « canevass » (réseau des réseaux; protocole de communication par paquets; les adresses IP, l'URL, le HTML, les identifiants), ses aspects énergétiques, son économie temporelle. Ses réflexions sont à mon sens les plus intéressantes sur ce dernier point, ainsi que sur les conséquences de l'inflation des données en termes de marketing, de surveillance policière, de fracture technologique, d'impossibilité de l'oubli, d'interconnexion des objets. L'auteur s'inquiète à juste titre de la guerre économique (et culturelle) planétaire menée par les GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon). Critique jusque là, elle se révèle technoptimiste dans son épilogue: il faudrait une gestion publique du *cloud* tout en limitant l'espace d'Internet, promouvoir

la pédagogie numérique (« *Faire apprendre le code à nos enfants* ») ou encore pouvoir organiser des « *micro-paiements, donc de nouveaux objectifs de croissance* » (!). L'auteure est donc plus crédible dans la raison théorique que dans la raison pratique.



Sous la direction du sociologue et psychologue Thierry Brugvin, l'ouvrage collectif *Être humain en système capitaliste. L'impact psychologique du néolibéralisme* (212 p., aux éditions Yves Michel), s'intéresse aux répercussions de l'idéologie néolibérale dans les subjectivités individuelles, rompant autant avec l'individualisme méthodologique des théoriciens libéraux qu'avec une certaine vulgate marxiste qui ne jure que par l'infrastructure déterminant les superstructures. Les cinq auteurs montrent que les dispositions psychologiques des individus à la fois nourrissent le système qui les broie, tout en étant le produit de celui-ci, dans une causalité circulaire; autrement dit, ils veulent redonner aux structures subjectives toute la place qu'elles méritent pour comprendre notre société. Olivier Labouret remarque que l'arsenal sécuritaire engendre la dépression collective, que nous vivons une triple déculturation (économique, technoscientifique, individualiste) et que la psychiatrie est désormais utilisée comme un instrument de propagande visant la conformité comportementale. Tout cela conditionne un « *conformisme pathologique de masse dépressif-narcissique* » (p.52). Sébastien Hernandez analyse le contrôle social des populations au temps de l'ultralibéralisme. Gérard Weil distingue dans l'accoutumance la cause du consumérisme: l'individu a besoin de toujours plus de stimuli pour éprouver sensations et émotions. Comme piste de sortie, il suggère de se tourner vers l'épicurisme et l'ascèse. Le long article foisonnant de Th. Brugvin « *La psychosociologie de l'être humain* » est le plus ardu à aborder, et le résumer en deux lignes serait une gageure. Enfin, Samuel Chaïneau propose une analyse puis un dépassement de l'anthropologie libérale. Les notions d'individu *abstrait* et d'individu *clivé* devraient faire place à de nouvelles régulations néguentropiques, c'est-à-dire productrices d'ordre, dans ce cas d'un (nouvel) ordre symbolique.

B. L.



Strip: Alain Munoz & Pierre Lecrenier

**PETIT DICTIONNAIRE DE LA NOVLANGUE**

IMMERSION AU SEIN DE L'ÉVOLUTION MÉDIATIQUE ET POLITICIENNE DU LANGAGE

Aujourd'hui:

**1. Migrant.**



Illustration: Mr. Iou

Nom masculin.

Usage

Fréquent, en 2016. Le terme semble connaître des pointes d'apparition dans le langage courant, lors d'une guerre créant un exode massif en direction de l'Europe.

Définition

Personne dont on ne tient pas à s'occuper, dont la perception de l'état de besoin par le grand public est à neutraliser. Plus le « migrant » sera socialement « déclassé » par le langage, moins la population locale sera tentée par un soutien franc et des initiatives visant le respect des lois internationales de protection des populations en fuite.

Expressions

- « La crise des migrants » (Le Soir).
- « Que pensent les Belges de l'afflux de migrants ? » (La Dernière Heure).
- « Invasion de migrants : la Côte belge menacée ! » (Sudpresse).

Synonymes

Avant les glissements de sens de la novlangue, mots apparentés : personne en exil, réfugié de guerre.

Développement du nov-mot, par **Gérald Hanotiaux**, en page 23

**L'AN PIRE RESTE À VENIR**



© CHANIC 2015



\*Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24

IBAN BE81 5230 8062 1324 — BIC TRIOBEBB, et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur: [www.kairospresse.be/abonnement](http://www.kairospresse.be/abonnement)

(Abonnement belge à partir de 18 euros pour un an et 6 numéros)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique

